

CONSEIL COMMUNAL DU 16 DÉCEMBRE 2024
GEMEENTERAAD VAN 16 DECEMBER 2024

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Yvan Verougstraete, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, *Échevins/Schepenen* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Christophe De Beukelaer, Alexandre Pirson, Caroline Lhoir, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck , Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghrouani , *Conseillers communaux/Gemeenteraadsliden* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

16.12.2024/A/0001 **CC - Vote des urgences**

LE CONSEIL décide d'examiner les points suivants ne figurant pas à l'ordre du jour de la présente séance :

Urgences :

1. CC - Emploi - Mission locale pour l'Emploi - Modification des statuts ;
2. CC - Personnel administratif - Mise à disposition d'un secrétaire d'administration contractuel à disposition de l'A.S.B.L. CENTRE CULTUREL ET DE CONGRÈS DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Conditions, durée, nature de la mission - Convention - M. Maxime FABRY - Ratification.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

GR - Dringende zaken

DE RAAD besluit het hierna vermelde punten dat niet voorkomt op de agenda van deze zitting te onderzoeken :

Dringende zaken :

1. GR - Werkgelegenheid - "Mission locale pour l'Emploi" - Wijziging van de statuten ;
2. GR - Administratief personeel - Terbeschikkingstelling van een contractueel bestuurssecretaris bij de V.Z.W. HET CULTUREEL EN

CONGRESCENTRUM VAN SINT-PIETERS-WOLUWE - Voorwaarden,
duur, aard van de opdracht - Overeenkomst - Dhr. Maxime FABRY -
Bekrachtiging.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

16.12.2024/A/0002 **CC - Adoption des registres des délibérations des séances du 19.11 et du 01.12.2024**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 31 et 32 ;

DECIDE d'approuver les registres des délibérations des séances du 19.11 et du 01.12.2024.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

GR - Goedkeuring der registers der beraadslagingen van de zittingen van 19.11 en 01.12.2024

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 31 en 32 ;

BESLUIT der registers der beraadslagingen van de zittingen van 19.11 en van 01.12.2024 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

16.12.2024/A/0003 **CC - Ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Fixation du montant des rémunérations des bourgmestre et échevins - Fixation du montant des avantages de toute nature et des frais de représentation des bourgmestre, échevins et conseillers communaux - Fixation du montant des jetons de présence des conseillers communaux - Fixation de la liste des outils de travail mis à disposition des bourgmestre, échevins et conseillers communaux pour l'exercice de leur mandat - Exercice 2025**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;

Vu l'arrêté d'exécution du 24.01.2019 conjoint du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Collège réuni de la Commission communautaire commune

portant exécution de l'article 5 § 1 de ladite ordonnance conjointe ;
Vu l'arrêté d'exécution du 04.10.2018 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'article 7 de ladite ordonnance conjointe ;
Vu la circulaire du 20.11.2018 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'application de ladite ordonnance conjointe ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 12, 19 et 28 ;
Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;
Vu la délibération du Conseil communal du 30.01.2002 fixant à 105,00 EUR au 01.01.2002 le montant des jetons de présence des membres du Conseil communal pour l'assistance aux séances et aux commissions du Conseil communal, montant indexé au 1^{er} janvier de l'exercice ;
Vu la nécessité de mettre à jour pour le futur le contenu de la délibération du 07.03.2023 du Conseil communal portant fixation du montant des rémunérations des bourgmestre et échevins, fixation du montant des avantages de toute nature et des frais de représentation des bourgmestre, échevins et conseillers communaux, fixation du montant des jetons de présence des conseillers communaux et fixation de la liste des outils de travail mis à disposition des bourgmestre, échevins et conseillers communaux pour l'exercice de leur mandat ;
ENTEND les interventions de M. François DE SMET, conseiller communal et M. Benoit CEREXHE, bourgmestre ;
DECIDE, en application de l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois :

1. d'arrêter conformément aux dispositions des articles 19 et 28 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, le montant des rémunérations dont bénéficient les bourgmestre et échevins au cours de l'année 2025 ;
2. d'arrêter comme suit le montant des avantages de toute nature et des frais de représentation dont bénéficient le bourgmestre, les échevins et les conseillers communaux :
 - en dehors d'un véhicule communal et d'un abonnement GSM mis à la disposition du bourgmestre, aucun avantage de toute nature, aucun frais de représentation n'est attribué au bourgmestre, aux échevins et aux conseillers communaux ;
 - la commune seule organise des réceptions et représentations en exécution de délibérations prises préalablement par le Collège des Bourgmestre et Echevins et communiquées au Conseil communal ;
 - ces réceptions et représentations ne constituent ni des avantages de toute nature ni des frais de représentation dont bénéficient le bourgmestre, les échevins et les conseillers communaux ;
 - ces réceptions et représentations constituent uniquement des frais de représentation de la commune, par et pour elle-même ;
3. d'arrêter comme suit le montant des jetons de présence dont bénéficient les membres du Conseil communal en application notamment de l'article 12 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée :
 - maintien du montant du jeton de présence à 171,08 EUR pour l'assistance des conseillers communaux aux séances et aux commissions du Conseil communal au cours de l'année 2025 ;
 - l'indice santé de décembre n'étant, à ce jour, pas encore publié, le montant du jeton de présence indexé sera fixé ultérieurement ;
 - interdiction de cumul des jetons de présence pour les séances qui ont lieu le même jour et/ou qui se prolongent au-delà de minuit ;
 - en moyenne 20 jetons de présence par année par membre du Conseil

- communal pour les séances et les commissions du Conseil communal ;
- o absence de jeton de présence pour le bourgmestre et les échevins ;
 - o absence de jeton de présence pour les ministres et les secrétaires d'état ;
 - o double jeton de présence pour le président du Conseil communal ou celui qui le remplace, à l'exclusion du bourgmestre ou de son remplaçant, pour chaque réunion du Conseil présidée ;
4. d'arrêter comme suit la liste des outils de travail mis à disposition du bourgmestre, des échevins, des conseillers communaux et strictement nécessaires et justifiés pour l'exercice de leur mandat :
- a. Bourgmestre, M. Benoit CEREXHE :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable, 1 téléphone fixe, accès aux imprimantes multifonctions, 1 TV, 1 décodeur ; 1 nécessaire de bureau ;
 - un véhicule communal mis à disposition ;
 - un abonnement GSM ;
 - b. Echevin 1, M. Tanguy VERHEYEN :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable + écran + dockstation, 1 téléphone fixe, accès aux imprimantes multifonctions, 1 nécessaire de bureau ;
 - c. Echevin 2, M. Damien de KEYSER :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable + écran + dockstation, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, accès aux imprimantes multifonctions, 1 nécessaire de bureau ;
 - d. Echevin 3, M. Philippe van CRANEM :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable + écran + dockstation, 1 téléphone fixe, accès aux imprimantes multifonctions, 1 nécessaire de bureau ;
 - e. Echevin 4, Mme Françoise de CALLATAY :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable + écran + dockstation, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, accès aux imprimantes multifonctions, 1 nécessaire de bureau ;
 - f. Echevin 5, Mme Carla DEJONGHE :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable + écran + dockstation, 1 téléphone fixe, accès aux imprimantes multifonctions, 1 nécessaire de bureau ;
 - g. Echevin 6, M. Georges DALLEMAGNE :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable + écran + dockstation, 1 téléphone fixe, accès aux imprimantes multifonctions, 1 nécessaire de bureau ;
 - h. Echevin 7, M. Dominique HARMEL :
 - un bureau, local et mobilier ;
 - 1 ordinateur portable + écran + dockstation, 1 téléphone fixe, accès aux imprimantes multifonctions, 1 nécessaire de bureau ;
 - i. Conseillers communaux en ce compris le président du Conseil communal et son suppléant de même que le président du C.P.A.S. s'il est également conseiller communal :
 - un espace, son mobilier (1 table et 4 chaises), en temps partagé pour l'ensemble des conseillers communaux et l'administration au service du Secrétariat pour la consultation de tout dossier concernant la gestion de la commune ;
 - un ordinateur en temps partagé pour l'ensemble des conseillers communaux au service du Secrétariat pour la consultation des

dossiers inscrits à l'ordre du jour du Conseil communal ;

- A part le véhicule mis à disposition du Bourgmestre, aucun véhicule n'est affecté aux membres du Collège des Bourgmestre et échevins, sous réserve de la possibilité pour ceux-ci d'utiliser, comme l'administration et pour les besoins du service public, le pool des véhicules communaux (véhicules, vélos électriques, etc) ;
 - Bourgmestre : abonnement GSM illimité pris en charge par la commune ;
 - Echevins : possibilité de bénéficier d'un mécanisme par lequel la commune prend en charge un montant "split billing" de 30,00 EUR/mois qui inclut les communications et le mobile data. Tout usage dépassant ce montant mensuel de 30,00 EUR est facturé directement au mandataire par l'opérateur de mobilophonie.
- A l'heure actuelle, aucun échevin ne bénéficie de ce système.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 33 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Jonathan de Patoul, François-Julien De Smet.

GR - Ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen - Vaststelling van het bedrag van de bezoldigingen van de burgemeester en de schepenen - Vaststelling van het bedrag van de voordelen van alle aard en van de representatiekosten van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden - Vaststelling van het bedrag van het presentiegeld van de gemeenteraadsleden - Vaststelling van de lijst van werkinstrumenten ter beschikking gesteld van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden voor de uitoefening van hun mandaat - Dienstjaar 2025

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen ;

Gelet op het gezamenlijke uitvoeringsbesluit van 24.01.2019 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot uitvoering van artikel 5 § 1 van voornoemde ordonnantie ;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van 04.10.2018 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van artikel 7 van voornoemde ordonnantie ;

Gelet op de omzendbrief van 20.11.2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toepassing van deze ordonnantie ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 12, 19 en 28 ;

Gelet op het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30.01.2002 waarbij op 01.01.2002 het bedrag van het presentiegeld van de leden van de Gemeenteraad vastgesteld wordt op 105,00 EUR voor het bijwonen van zittingen en commissies van de Gemeenteraad, bedrag jaarlijks aan te passen op de eerste januari van het dienstjaar ;

Gelet op de noodzaak om voor de toekomst over te gaan tot het updaten van de inhoud van de beraadslaging van 07.03.2023 van de Gemeenteraad houdende vaststelling van het bedrag van de bezoldigingen van de burgemeester en schepenen, vaststelling van het bedrag van de voordelen van alle aard en van de representatiekosten van de

burgemeester, schepenen en gemeenteraadsleden, vaststelling van het bedrag van het presentiegeld van de gemeenteraadsleden en vaststelling van de lijst van werkinstrumenten ter beschikking gesteld van de burgemeester, schepenen en gemeenteraadsleden voor de uitoefening van hun mandaat ;
HOORT de interventies van Dhr. François DE SMET, gemeenteraadslid en Dhr. Benoit CEREXHE, burgemeester ;
BESLUIT, in toepassing van de ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen :

1. overeenkomstig de bepalingen van de artikels 19 en 28 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, het bedrag van de bezoldigingen, die de burgemeester en schepenen gedurende het jaar 2025 genieten, vast te stellen ;
2. het bedrag van de voordelen van alle aard en van de representatiekosten ten gunste van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden als volgt vast te stellen :
 - o buiten een gemeentelijk voertuig en een gsm-abonnement dat ter beschikking van de burgemeester wordt gesteld, worden geen voordelen van alle aard, noch representatiekosten toegekend aan de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden ;
 - o enkel en alleen de gemeente organiseert recepties en representaties in uitvoering van de beraadslagingen vooraf genomen door het College van Burgemeester en Schepenen en meegedeeld aan de Gemeenteraad ;
 - o deze recepties en representaties vormen geen voordelen van alle aard, noch representatiekosten ten gunste van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden ;
 - o deze recepties en representaties zijn uitsluitend representatiekosten van de gemeente, gedaan door en voor zichzelf ;
3. het bedrag van het presentiegeld dat de leden van de Gemeenteraad krijgen in toepassing van artikel 12 van de nieuwe gemeentewet als volgt vast te stellen :
 - o handhaving van het bedrag van het presentiegeld op 171,08 EUR voor het bijwonen door gemeenteraadsleden van vergaderingen en commissies van de Gemeenteraad in 2025 ;
 - o aangezien de gezondheidsindex van december nog niet bekendgemaakt is, zal het bedrag van het geïndexeerde presentiegeld op een latere datum worden vastgesteld ;
 - o verbod tot cumulatie van presentiegelden voor zittingen die dezelfde dag en/of na middernacht plaatsvinden ;
 - o gemiddeld 20 presentiegelden per jaar per lid van de Gemeenteraad voor de zittingen en commissies van de Gemeenteraad ;
 - o geen presentiegeld voor de burgemeester en de schepenen ;
 - o geen presentiegeld voor de ministers en de staatssecretarissen ;
 - o dubbel presentiegeld voor de voorzitter van de Gemeenteraad of degene die hem vervangt, met uitzondering van de burgemeester of zijn vervanger, voor elke voorgezeten vergadering van de Gemeenteraad ;
4. de lijst van werkinstrumenten ter beschikking gesteld van de burgemeester, van de schepenen, van de gemeenteraadsleden die strikt noodzakelijk en verantwoord zijn voor de uitoefening van hun mandaat, als volgt vast te leggen :
 - a. Burgemeester, Dhr. Benoit CEREXHE :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 laptop, 1 vaste telefoon, toegang tot multifunctionele printers, 1 TV, 1 decoder ; 1 kantoorkit ;

- terbeschikkingstelling van een gemeentelijk voertuig ;
 - een GSM-abonnement ;
 - b. Schepen 1, Dhr. Tanguy VERHEYEN :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 laptop + scherm + dockstation, 1 vaste telefoon, toegang tot multifunctionele printers, 1 kantoorkit ;
 - c. Schepen 2, Dhr. Damien DE KEYSER :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 laptop + scherm + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, toegang tot multifunctionele printers, 1 kantoorkit ;
 - d. Schepen 3, Dhr. Philippe van CRANEM :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 laptop + scherm + dockstation, 1 vaste telefoon, toegang tot multifunctionele printers, 1 kantoorkit ;
 - e. Schepen 4, Mevr. Françoise de CALLATAY :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 laptop + scherm + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, toegang tot multifunctionele printers, 1 kantoorkit ;
 - f. Schepen 5, Mevr. Carla DEJONGHE :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 laptop + scherm + dockstation, 1 vaste telefoon, toegang tot multifunctionele printers, 1 kantoorkit ;
 - g. Schepen 6, Dhr. Georges DALLEMAGNE :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 laptop + scherm + dockstation, 1 vaste telefoon, toegang tot multifunctionele printers, 1 kantoorkit ;
 - h. Schepen 7, Dhr. Dominique HARMEL :
 - een bureel, lokaal en meubilair ;
 - 1 laptop + scherm + dockstation, 1 vaste telefoon, toegang tot multifunctionele printers, 1 kantoorkit ;
 - i. Gemeenteraadsleden met inbegrip van de voorzitter van de Gemeenteraad en zijn plaatsvervanger evenals de voorzitter van het O.C.M.W. indien hij ook gemeenteraadslid is :
 - een ruimte met meubilair (1 tafel en 4 stoelen) op de dienst Secretariaat in gedeeld gebruik voor alle gemeenteraadsleden en het gemeentebestuur voor het raadplegen van elk dossier met betrekking tot het beleid van de gemeente ;
 - een computer op de dienst van het Secretariaat voor het raadplegen van de dossiers ingeschreven op de agenda van de Gemeenteraad ;
- Buiten het voertuig dat ter beschikking wordt gesteld van de Burgemeester, is geen enkel ander voertuig toegewezen aan enig ander lid van het College van Burgemeester en Schepenen, maar voor dienstonodigheden kunnen zij wel, net als de personeelsleden van het gemeentebestuur, gebruik maken van het gemeentelijk wagenpark (voertuigen, elektrische fietsen, enz.) ;
 - Burgemeester : onbeperkt GSM-abonnement ten laste van de gemeente ;
 - Schepenen : mogelijkheid om gebruik te maken van een mechanisme waarbij de gemeente een "gesplitste facturatie" van 30,00 EUR/maand betaalt dat communicaties en mobiele data omvat. Elk gebruik dat dit maandelijkse bedrag van 30,00 EUR overschrijdt, wordt rechtstreeks aan de mandaathouder gefactureerd door de mobiele operator.
- Momenteel geniet geen enkele schepen van dit systeem.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 33 positieve stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : Jonathan de Patoul, François-Julien De Smet.

Service juridique - Juridische dienst

16.12.2024/A/0004 **CC - A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée - A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville et Communes de Bruxelles - Élections communales du 13.10.2024 - Représentation de la commune au sein du conseil d'administration - Remplacement**

LE CONSEIL,

Vu les élections communales du 13.10.2024 et les résultats qui en découlent ;

Vu les statuts de l'A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville et Communes de Bruxelles dans laquelle la commune est statutairement représentée, statuts prévoyant, entre autres, que chaque commune bruxelloise dispose de droit d'un mandat au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration ;

Vu le courrier du 07.10.2024 du Président de l'A.S.B.L., M. Olivier DELEUZE, informant les communes des différentes étapes à suivre après les élections :

- l'assemblée générale extraordinaire est fixée au 18.06.2025 et il conviendra pour chaque commune de désigner ses représentants pour les 6 années de la législature (un mandataire effectif et un mandataire suppléant) ;
- le renouvellement du conseil d'administration ressort de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire, sur base des statuts ;
- avant l'installation des conseils communaux issus des élections du 13.10.2024, les communes doivent remplacer l'administrateur qu'elles ont désigné si celui-ci n'a pas été réélu et a perdu son mandat local, pour compléter les mandats vacants au conseil d'administration jusqu'au renouvellement global prévu le 18.06.2025 ;
- après l'installation des conseils communaux, chaque commune devra désigner son administrateur, lequel sera installé par l'assemblée générale du 18.06.2025 ;
- le conseil d'administration devra remplacer les membres du bureau qui ont perdu leur mandat local le 13.10.2024 pour compléter l'actuel bureau jusqu'au renouvellement complet prévu le 18.06.2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 30.04.2019 décidant de désigner Mme Anne DELVAUX, conseillère communale, dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville et Communes de Bruxelles dans laquelle la commune est statutairement représentée, pour la durée de la mandature 2019-2024, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2024 ;

Vu que Mme Anne DELVAUX a été installée par l'assemblée générale du 11.09.2019 ;

Considérant que Mme Anne DELVAUX n'a pas été réélue lors des élections communales du 13.10.2024 ;

Considérant qu'il appartient par conséquent à la commune de proposer à l'A.S.B.L. l'administrateur qui la remplacera au sein du conseil d'administration, jusqu'à son renouvellement qui aura lieu le 18.06.2025 ;

Considérant que l'A.S.B.L. invite les communes à proposer l'administrateur en remplacement de celui qui a perdu son mandat local avant le prochain conseil

d'administration fixé le 27.11.2024 ;

DECIDE de désigner Mme Françoise de CALLATAY, conseiller communal, en remplacement de Mme Anne DELVAUX, dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration de l'A.S.B.L. BRULOCALIS Association Ville et Communes de Bruxelles dans laquelle la commune est statutairement représentée, pour compléter les mandats vacants au conseil d'administration jusqu'au renouvellement global prévu le 18.06.2025.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

GR - V.Z.W.'s waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is - V.Z.W. BRULOCALIS Vereniging Stad en Gemeenten van Brussel - Gemeenteraadsverkiezingen van 13.10.2024 - Vertegenwoordiging van de gemeente binnen de raad van bestuur - Vervanging

DE RAAD,

Gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 13.10.2024 en de resultaten ervan ;

Gelet op de statuten van de V.Z.W. BRULOCALIS Vereniging Stad en Gemeenten van Brussel waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, welke statuten onder andere bepalen dat elke Brusselse gemeente recht heeft op één mandaat binnen de algemene vergadering en de raad van bestuur ;

Gelet op de brief van 07.10.2024 van de Voorzitter van de V.Z.W., Dhr. Olivier DELEUZE, die de gemeenten informeert over de verschillende stappen die na de verkiezingen moeten worden gevolgd :

- De Buitengewone Algemene Vergadering is gepland op 18.06.2025, waarbij elke gemeente haar vertegenwoordigers zal moeten aanduiden voor de legislatuur van 6 jaar (één effectieve mandaathouder en één plaatsvervangende mandaathouder) ;
- De vernieuwing van de Raad van Bestuur is de verantwoordelijkheid van de Buitengewone Algemene Vergadering, op basis van de statuten ;
- Vóór de installatie van de gemeenteraden verkozen op 13.10.2024 moeten de gemeenten de bestuurder vervangen die ze hebben aangesteld als hij of zij niet herkozen is en zijn of haar lokaal mandaat verloren heeft, om de vacante mandaten in de Raad van Bestuur te vervullen tot de algemene vernieuwing voorzien op 18.06.2025 ;
- Zodra de gemeenteraden geïnstalleerd zijn, zal elke gemeente haar eigen bestuurder moeten aanstellen, die geïnstalleerd zal worden door de Algemene Vergadering van 18.06.2025 ;
- De Raad van Bestuur zal de leden van het bureau die hun lokaal mandaat verloren hebben op 13.10.2024 moeten vervangen om het huidige bureau te vervolledigen tot de volledige vernieuwing gepland voor 18.06.2025 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 120 § 2 ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30.04.2019 tot aanstelling van Mevr. Anne DELVAUX, gemeenteraadslid, in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente in het kader van de Algemene Vergadering en de Raad van Bestuur van de V.Z.W. BRULOCALIS Vereniging Stad en Gemeenten van Brussel waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor de duur van het mandaat 2019-2024, d.w.z. tot aan de eerstvolgende hernieuwing van de Brusselse gemeenteraden, die na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2024 zal plaatsvinden ;

Overwegende dat Mevr. Anne DELVAUX geïnstalleerd werd door de Algemene Vergadering van 11.09.2019 ;

Overwegende dat Mevr. Anne DELVAUX niet herkozen werd tijdens de gemeenteraadsverkiezingen van 13.10.2024 ;
Overwegende dat het bijgevolg aan de gemeente is om aan de V.Z.W. de bestuurder voor te dragen die haar zal vervangen in de Raad van Bestuur tot zijn hernieuwing, die zal plaatsvinden op 18.06.2025 ;
Overwegende dat de V.Z.W. de gemeenten uitnodigt om een bestuurder voor te dragen ter vervanging van de bestuurder die zijn lokaal mandaat verloren heeft vóór de volgende vergadering van de Raad van Bestuur op 27.11.2024 ;
BESLUIT Mevr. Françoise de CALLATAY, gemeenteraadslid, ter vervanging van Mevr. Anne DELVAUX, voor te dragen als vertegenwoordiger van de gemeente in de Raad van Bestuur van de V.Z.W. BRULOCALIS, Vereniging Stad en Gemeenten van Brussel waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is, om de vacante mandaten in de Raad van Bestuur in te vullen tot aan de algemene hernieuwing die voorzien is op 18.06.2025.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

16.12.2024/A/0005 **CC - A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée - A.S.B.L. MISSION LOCALE POUR L'EMPLOI d'Etterbeek - Modification des statuts**

LE CONSEIL,

Vu le code des sociétés et des associations et ses modifications ;

Considérant qu'il convient d'adapter les statuts suite aux modifications du code des sociétés et des associations ;

Considérant le projet de révision des statuts ;

Considérant que la modification des statuts se fait dans le respect de l'article 14 des statuts ;

Considérant qu'il apparaît judicieux et conforme à l'intérêt général d'instaurer, par analogie aux A.S.B.L. communales, un mécanisme de tutelle administrative opéré par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Etterbeek ;

Considérant que les modifications statutaires visent à renforcer la gouvernance de la Mission Locale pour l'Emploi d'Etterbeek tout en préservant son autonomie ; que le mécanisme de tutelle administrative proposé permettra de répondre aux faiblesses constatées et d'assurer la durabilité de ses missions d'intérêt général au bénéfice des demandeurs d'emploi et des communes associées ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins d'Etterbeek a émis un avis favorable à l'adoption des présents statuts en séance du 06.12.2024 ;

DECIDE d'approuver la modification des statuts tels que repris en annexe de la présente délibération.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

GR - V.Z.W.'s waarin de gemeente statutair vertegenwoordigd is - V.Z.W. "MISSION LOCALE POUR L'EMPLOI d'Etterbeek" - Wijziging van de statuten

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe wetboek van vennootschappen en verenigingen en de wijzigingen ervan ;

Overwegende dat het nodig is om de statuten aan te passen naar aanleiding van de wijzigingen in het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen ;

Overwegende het ontwerp van herziening van de statuten ;
Overwegende dat de statutenwijziging in overeenstemming is met artikel 14 van de statuten ;
Overwegende dat het opportuun lijkt en het algemeen belang om, naar analogie met de gemeentelijke V.Z.W.'s, een mechanisme van administratief toezicht in te stellen dat beheerd wordt door het College van Burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek ;
Overwegende dat de statutenwijzigingen tot doel hebben het bestuur van de "Mission locale pour l'emploi d'Etterbeek" te versterken, met behoud van haar autonomie ; dat het voorgestelde mechanisme voor administratief toezicht het mogelijk zal maken de vastgestelde zwakke punten aan te pakken en de duurzaamheid van haar opdrachten van algemeen belang ten behoeve van werkzoekenden en de geassocieerde gemeenten te garanderen ;
Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen van Etterbeek tijdens zijn zitting van 06.12.2024 een gunstig advies heeft uitgebracht over de aanneming van deze statuten ;
BESLUIT de statutenwijziging zoals bij deze beraadslaging gevoegd goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

16.12.2024/A/0006 **CC - Parking extérieur du Stockel Square - Action commerciale gratuité dans le cadre de l'utilisation du parking extérieur et souterrain du Stockel Square - Commune de Woluwe-Saint-Pierre, S.A. INTERPARKING et S.A. AXA BELGIUM - Convention tripartite fixant le cadre organisationnel et financier - Prolongation - Avenant n° 5 - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 232 ;

Vu la convention signée le 05.06.2003 entre la commune et la S.A. INTERPARKING relative à l'occupation à dater du 01.01.2003 pour une durée indéterminée d'une parcelle de terrain d'une superficie de 54 ares 03 ca, cadastrée section D n° 67t, jouxtant le centre commercial du Stockel Square, rue Dominique De Jonghe, 1150 Bruxelles, dont la commune est propriétaire, et ses avenants successifs ;

Vu la convention tripartite conclue par la commune, la S.A. INTERPARKING et la S.A. AXA BELGIUM en date du 10.05.2021 fixant le cadre organisationnel et financier relatif à l'action commerciale dans le cadre de l'utilisation du parking souterrain et extérieur du Stockel Square, visant à octroyer aux clients une gratuité d'1h30 pour l'utilisation des parkings précités entre 17:00 et 20:00 du lundi au vendredi ;

Vu l'avenant n° 1 à la convention tripartite précitée adoptée par le Conseil communal en date du 24.05.2022 visant à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.12.2022 ;

Vu l'avenant n° 2 à la convention tripartite précitée adoptée par le Conseil communal en date du 18.10.2022 visant à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.01.2023 ;

Vu l'avenant n° 3 à la convention tripartite précitée adoptée par le Conseil communal en date du 28.03.2023 visant à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.12.2023 ;

Considérant que les parties entendent désormais prolonger l'action jusqu'au 31.12.2024 ;

Vu l'avenant n° 4 à la convention tripartite précitée adoptée par le Conseil communal en date du 20.02.2024 visant à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.12.2024 ;

Considérant que les parties ont maintenant l'intention de prolonger l'action jusqu'au 31.12.2025 ;

Vu l'avenant n° 5 à la convention tripartite précitée ci-annexé ;

Considérant qu'en raison de la prolongation de l'action commerciale, la contribution de la commune à cette action sera à nouveau financée via l'octroi d'une réduction sur le montant de la redevance payée trimestriellement par la S.A. INTERPARKING à la commune dans le cadre de la convention bipartite signée le 05.06.2003, telle que modifiée par son avenant n° 9 ;

ENTEND les interventions de Mme Sophie HIERNAUX, M. Jonathan de PATOUL, Mme Cathy VAESSEN, conseillers communaux, M. Dominique HARMEL, échevin et Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;

DECIDE :

1. d'adopter l'avenant n° 5 ci-annexé à la convention tripartite fixant le cadre organisationnel et financier relatif à l'action commerciale dans le cadre de l'utilisation du parking souterrain et extérieur du Stockel Square, laquelle a été conclue en date du 10.05.2021 entre la commune, la S.A. INTERPARKING, B.C.E. 0403.459.919, dont le siège social est situé rue Brederode 9, 1000 Bruxelles, et la S.A. AXA BELGIUM, B.C.E. 0404.483.367, dont le siège social est situé place du Trône 1, 1000 Bruxelles, lequel avenant vise à prolonger l'action commerciale jusqu'au 31.12.2025 ;
2. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

GR - Buitenparking van de Stockel Square - Gratis commerciële actie in verband met het gebruik van de buiten- en ondergrondse parking van de Stockel Square - Gemeente Sint-Pieters-Woluwe, N.V. INTERPARKING en N.V. AXA BELGIUM - Driepartijovereenkomst tot vaststelling van het organisatorisch en financieel kader - Verlenging - Aanhangsel nr. 5 - Aanneming

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 232 ;

Gelet op de op 05.06.2003 ondertekende overeenkomst tussen de gemeente en de N.V. INTERPARKING, met betrekking tot de bezetting vanaf 01.01.2003 voor onbepaalde duur van een perceel grond, met een oppervlakte van 54 are 03 ca, gekadastréerd als sectie D nr. 67t, grenzend aan het winkelcentrum van de Stockel Square, Dominique De Jonghestraat, 1150 Brussel, en de opeenvolgende aanhangsels ervan ;

Gelet op de driepartijovereenkomst gesloten tussen de gemeente, de N.V. INTERPARKING en de N.V. AXA BELGIUM op 10.05.2021 waarin het organisatorisch en financieel kader wordt vastgelegd met betrekking tot de commerciële actie in het kader van het gebruik van de ondergrondse en buitenparking van de Stockel Square, om klanten gratis gebruik te laten maken van bovengenoemde parkeerplaatsen gedurende 1u30 tussen 17:00 en 20:00 van maandag tot en met vrijdag ;

Gelet op aanhangsel nr. 1 bij voornoemde driepartijovereenkomst, aangenomen door de Gemeenteraad op 24.05.2022 om de genoemde commerciële actie te verlengen tot 31.12.2022 ;

Gelet op aanhangsel nr. 2 bij voornoemde driepartijovereenkomst, aangenomen door de Gemeenteraad op 18.10.2022 om de genoemde commerciële actie te verlengen tot 31.01.2023 ;

Gelet op aanhangsel nr. 3 bij voornoemde driepartijovereenkomst, aangenomen door de Gemeenteraad op 28.03.2023 om de genoemde commerciële actie te

verlengen tot 31.12.2023 ;

Gelet op aanhangsel nr. 4 bij voornoemde driepartijenovereenkomst, aangenomen door de Gemeenteraad op 20.02.2024 om de genoemde commerciële actie te verlengen tot 31.12.2024 ;

Overwegende dat de partijen nu van plan zijn de actie te verlengen tot 31.12.2025 ;

Gelet op het hierbij gevoegd aanhangsel nr. 5 bij de voornoemde driepartijenovereenkomst ;

Overwegende dat de bijdrage van de gemeente aan deze actie, als gevolg van de verlenging van de commerciële actie, opnieuw zal worden gefinancierd via de toekenning van een korting op het bedrag van de retributie die de N.V. INTERPARKING driemaandelijks aan de gemeente betaalt in het kader van de op 05.06.2003 ondertekende tweepartijenovereenkomst, zoals gewijzigd door het aanhangsel nr. 9 ;

HOORT de interventies van Mevr. Sophie HIERNAUX, Dhr. Jonathan de PATOUL, Mevr. Cathy VAESSEN, gemeenteraadsleden, Dhr. Dominique HARMEL, schepenen en Mevr. Cécile VAINSEL, gemeenteraadslid ;

BESLUIT :

1. aanhangsel nr. 5, in bijlage, bij de driepartijenovereenkomst waarin het organisatorisch en financieel kader wordt vastgelegd met betrekking tot de commerciële actie in het kader van het gebruik van de ondergrondse en buitenparking van de Stockel Square gesloten op 10.05.2021 tussen de gemeente, de N.V. INTERPARKING, K.B.O. 0403.459.919, met maatschappelijke zetel te Brederodestraat 9, 1000 Brussel, en de N.V. AXA BELGIUM, K.B.O. 0404.483.367, met maatschappelijke zetel te Troonplein 1, 1000 Brussel, dat tot doel heeft de commerciële actie te verlengen tot 31.12.2025, aan te nemen ;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Sport - Sport

16.12.2024/A/0007 **CC - Sport - Subsidies en faveur d'associations sportives - Répartition des subsidies - Exercice 2024**

LE CONSEIL,

Considérant qu'un crédit d'un montant de 8.740,00 EUR visant l'attribution de subsidies communaux en faveur d'associations sportives est inscrit à l'article de dépenses 7641/332-02//120 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

Considérant l'appel à projets lancé en date du 05.02.2024 et auquel diverses associations sportives ont répondu ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de préciser le nom des associations sportives bénéficiaires desdits subsidies ;

DECIDE de répartir comme suit le crédit d'un montant de 8.740,00 EUR visant l'attribution de subsidies en faveur d'associations sportives et inscrit à l'article de dépenses 7641/332-02//120 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 :

- 1.200,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. BC CHALET , rue Léopold Rom 30, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0540.647.316 ;
- 400,00 EUR en faveur de l'Association de fait CERCLE CAÏSSA WOLUWE-ECHES, rue Théodore De Cuyper 129 bte 38, 1200 Bruxelles ;

- 500,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. VITAMÔMES, rue au Bois 369, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0433.781.030 ;
- 1.240,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. L'ENJAMBEE WOLUWE, rue Mareyde 43 bte 1, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0809.515.379 ;
- 700,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. VIETAMINE, avenue Edmond Galoppin 1, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0889.343.708 ;
- 500,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. BELGIAN DIVING ASSOCIATION, rue André Crabbé 20, 1200 Bruxelles, B.C.E. 0475.685.228 ;
- 500,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. ROYAL CERCLE SPORTIF SAINT GEORGES, avenue du Val d'Or 90D, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0799.805.382 ;
- 1.200,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. BRUSSELS TRIATHLON CLUB, rue de l'Idéal 49, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0434.390.546 ;
- 1.000,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. DANSSPORT EN EDUCATIE CENTRUM IMPULS, François Sebrechtslaan 58/11, 1081 Koekelberg, B.C.E. 0849.650.021 ;
- 300,00 EUR en faveur de l'Association de fait LES JOYEUX BOULISTES, avenue Grandchamp 15/5, 1150 Bruxelles ;
- 1.200,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. ROYAL OMBRAGE TENNIS CLUB, avenue Edmond Parmentier 81, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0407.703.866.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

GR - Sport - Subsidies ten gunste van sportverenigingen - Verdeling van de subsidies - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op een krediet van 8.740,00 EUR voor het toewijzen van subsidies ten gunste van sportverenigingen, ingeschreven op het uitgavenartikel 7641/332-02//120 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 ;

Overwegende de projectoproep die verstuurd werd op 05.02.2024 en waarop verschillende sportverenigingen geantwoord hebben ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de naam van de te subsidiëren sportverenigingen moet specificeren ;

BESLUIT het krediet van 8.740,00 EUR, dat ingeschreven is op het artikel 7641/332-02//120 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 ten gunste van sportverenigingen, als volgt te verdelen :

- 1.200,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "BC CHALET", Léopold Romstraat 30, 1150 Brussel, K.B.O. 0540.647.316 ;
- 400,00 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging "CERCLE CAÏSSA WOLUWE-ECHECS", Théodore De Cuyperstraat 129 b38, 1200 Brussel ;
- 500,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "VITAMÔMES", Bosstraat 369, 1150 Brussel, K.B.O. 0433.781.030 ;
- 1.240,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "L'ENJAMBEE WOLUWE", Mareydestraat 43 bte 1, 1150 Brussel, K.B.O. 0809.515.379 ;
- 700,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "VIETAMINE", Edmond Galoppinlaan 1, 1150 Brussel, K.B.O. 0889.343.708 ;
- 500,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. BELGIAN DIVING ASSOCIATION, André Crabbestraat 20, 1200 Brussel, K.B.O. 0475.685.228 ;
- 500,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "ROYAL CERCLE SPORTIF SAINT GEORGES", Guldendallaan 90D, 1150 Brussel, K.B.O. 0799.805.382 ;
- 1.200,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. BRUSSELS TRIATHLON CLUB, Ideaalstraat 49, 1150 Brussel, K.B.O. 0434.390.546 ;

- 1.000,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. DANSSPORT EN EDUCATIE CENTRUM IMPULS, François Sebrechtslaan 58/11, 1081 Koekelberg, K.B.O. 0849.650.021 ;
- 300,00 EUR ten gunste van de feitelijke vereniging LES JOYEUX BOULISTES, Grootveldlaan 15/5, 1150 Brussel ;
- 1.200,00 EUR ten gunste van de V.Z.W. "ROYAL OMBRAGE TENNIS CLUB", Parmentierlaan 81, 1150 Brussel, K.B.O. 0407.703.866.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

16.12.2024/A/0008 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Exercice 2024**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28.03.2024, paru au Moniteur belge le 05.04.2024 ;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 EUR ;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 EUR.

Le Conseil prend connaissance.

GR - Opdrachten voor werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28.03.2024, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 05.04.2024 ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 143.000,00 EUR ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en

Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 143.000,00 EUR.

De Raad neemt kennis.

Muriel Godhaird quitte la séance / verlaat de zitting.

16.12.2024/A/0009 **CC - Centre Sportif Sportcity - Inversion du terrain de football et création d'un nouveau terrain de hockey - Engagements formels et approbation des tarifs - Exercice 2024**

LE CONSEIL,

Considérant que des subsides ont été demandés dans le cadre de l'appel à projets pour les infrastructures sportives communales, proposé par le Service Public Régional de Bruxelles ;

Considérant que le présent projet a été retenu par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale par arrêté pour un montant de subside de 70 % maximum, limité au montant maximal de 2.100.000,00 EUR ;

Considérant que des conditions doivent être respectées pour l'octroi de ce subside, et en particulier des engagements formels à prendre ;

Considérant que la commune doit s'engager à assurer l'entretien des projets subsidiés réalisés dans le cadre du marché n° 2024.164/A//2024.E031.05/VOIRIE.SV-ML de l'exercice 2024 relatif à l'inversion du terrain de football et création d'un nouveau terrain de hockey au Centre Sportif Sportcity, et ce pendant 5 ans à compter de la réception provisoire ;

Considérant que la commune doit s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens subsidiés durant une période de 20 ans à compter de la réception provisoire ;

Considérant que, pour l'obtention du taux majoré de subside de 70 %, la commune doit s'engager à mettre en place, dès l'exploitation des deux terrains, d'un tarif harmonisé à l'ensemble des utilisateurs bruxellois ;

Considérant que le présent projet a été budgété pour une dépense totale de 3.000.000,00 EUR à l'exercice 2024 ;

ENTEND les interventions de M. Jonathan de PATOUL, Mme Anne-Charlotte d'URSEL, Mme Sophie HIERNAUX, Mme Cécile VAINSEL, conseillers communaux, M. Benoit CEREXHE, bourgmestre et Mme Clémence DECROP, conseiller communal ;

DECIDE :

1. de s'engager à assurer l'entretien des deux nouveaux terrains au Centre Sportif Sportcity pendant 5 ans à compter de la réception provisoire ;
2. de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens subsidiés durant une période de 20 ans à compter de la réception provisoire ;
3. d'approuver la mise en place, dès l'exploitation des deux terrains, d'un tarif harmonisé à l'ensemble des utilisateurs bruxellois.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 21 votes positifs, 7 votes négatifs, 6 abstentions.

Non : Caroline Lhoir, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Sophie Hiernaux.

Abstentions : Anne-Charlotte d'Ursel, Cécile Vaincel, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Clémence Decrop, Nouredine Chaghoulani .

GR - Sportcentrum Sportcity - Omkering van het voetbalveld en aanleg van een nieuw hockeyveld - Formele verbintenissen en goedkeuring van tarieven - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Overwegende dat subsidies werden aangevraagd in het kader van het projectoproep voor gemeentelijke sportinfrastructuur van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel ;
Overwegende dat onderhavig project bij besluit geselecteerd werd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor een maximale subsidie van 70 %, beperkt tot een maximumbedrag van 2.100.000,00 EUR ;

Overwegende dat voor de toekenning van deze subsidie voorwaarden moeten worden vervuld, en in het bijzonder formele verbintenissen genomen dienen te worden ;

Overwegende dat de gemeente zich ertoe moet verbinden om het onderhoud van de gesubsidieerde projecten te garanderen uitgevoerd in het kader van opdracht nr. 2024.164/A//2024.E031.05/VOIRIE.SV-ML van het dienstjaar 2024 betreffende de omkering van het voetbalveld en aanleg van een nieuw hockeyveld in het Sportcentrum Sportcity, gedurende 5 jaar vanaf de voorlopige oplevering ;

Overwegende dat de gemeente zich ertoe moet verbinden om het gebruik van de gesubsidieerde goederen niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen gedurende 20 jaren vanaf de voorlopige oplevering ;

Overwegende dat, om het verhoogde subsidiepercentage van 70 % te verkrijgen, de gemeente zich ertoe moet verbinden om, zodra de twee velden in gebruik worden genomen, een geharmoniseerd tarief voor alle gebruikers in Brussel in te voeren ;

Overwegende dat onderhavig project begroot is voor een totale uitgave van 3.000.000,00 EUR op het dienstjaar 2024 ;

HOORT de interventies van Dhr. Jonathan de PATOUL, Mevr. anne-Charlotte d'URSEL, Mevr. Sophie HIERNAUX, Mevr. Cécile VAINSEL, gemeenteraadsleden, Dhr. Benoit CEREXHE, burgemeester en Mevr. Clémence DECROP, gemeenteraadslid ;

BESLUIT :

1. zich ertoe te verbinden om de twee nieuwe velden in het Sportcentrum Sportcity te onderhouden gedurende 5 jaar vanaf de voorlopige oplevering ;
2. zich ertoe te verbinden om het gebruik van de gesubsidieerde goederen niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen gedurende 20 jaren vanaf de voorlopige oplevering ;
3. de invoering goed te keuren, zodra het hockeyveld in gebruik wordt genomen, van een geharmoniseerd tarief voor alle gebruikers in Brussel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 21 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen, 6 onthoudingen.

Nee : Caroline Lhoir, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Sophie Hiernaux.

Onthoudingen : Anne-Charlotte d'Ursel, Cécile Vainssel, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Clémence Decrop, Noureddine Chaghoulani .

Muriel Godhaird entre en séance / treedt in zitting.

Famille, Jeunesse, Seniors, Santé et Service social - Familie, Jeugd, Senioren, Gezondheid en Sociale zaken

16.12.2024/A/0010 **CC - Politique de la Jeunesse - Subsidies pour la rénovation de locaux des organismes de jeunesse - Attribution des subsides - Exercice 2024**

LE CONSEIL,

Vu le crédit inscrit à l'article de dépenses 7610/332-02//110 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 à raison de 34.500,00 EUR en faveur des organismes de jeunesse de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires dudit subside ;

Vu plus précisément la demande de la 20ème unité Saint-Paul en vue d'une intervention financière de la commune dans les travaux de rénovation de leurs locaux ;

;

DECIDE d'octroyer un montant de 2.516,00 EUR inscrit à l'article de dépenses 7610/332-02//110 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 au bénéfice de la 20ème unité Saint-Paul afin de financer les travaux de rénovation de leurs locaux.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

GR - Jeugdbeleid - Subsidies voor de renovatie van lokalen van de jeugdbewegingen - Toekenning van de subsidies - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op het krediet ingeschreven op het uitgavenartikel 7610/332-02//110 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 voor een bedrag van 34.500,00 EUR ten gunste van de jeugdbewegingen van Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de naam van de te subsidiëren verenigingen moet specificeren ;

Gelet op de specifieke aanvragen van de 20^{ste} eenheid Sint-Paulus met het oog op een financiële tussenkomst van de gemeente in de renovatiewerken van hun lokalen ;

BESLUIT een bedrag van 2.516,00 EUR ingeschreven op het uitgavenartikel 7610/332-02//110 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024 toe te kennen aan de 20^{ste} eenheid Sint-Paulus om de renovatiewerken van hun lokalen te financieren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Jonathan de Patoul quitte la séance / verlaat de zitting.

Environnement & Développement durable - Milieu & Duurzame ontwikkeling

16.12.2024/A/0011 **CC - Environnement et Développement Durable - Subsidies en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable - Exercice 2024**

LE CONSEIL,

Vu le crédit inscrit à l'article 8790/332-02//099 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 en vue de permettre l'attribution de subsides en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable ;

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires desdits subsides ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestre et Échevins, inscrite dans la note de politique générale 2019-2024, d'amplifier les initiatives citoyennes de type "quartiers durables" ou favorisant la transition écologique ;

Considérant la stratégie pluriannuelle de répartition des subsides inscrits à l'article

8790/332-02//099 sous la rubrique "Environnement - Développement durable - Subsidés aux associations environnementales et de développement durable" validée en séance du Conseil communal du 30.09.2014 et complétée en séance du Conseil communal du 20.12.2016 selon laquelle, d'une part, les associations environnementales et de Développement durable peuvent solliciter l'octroi d'un subside de soutien structurel annuel de la part de la commune et selon laquelle, d'autre part, des subsides ponctuels peuvent également être sollicités pour de petites initiatives de développement durable à Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant la réception par la commune du dossier de demande de subside ponctuel pour de petites initiatives de développement durable à Woluwe-Saint-Pierre de la part des associations suivantes:

- de la part de STOCKEL DURABLE, drève du Bonheur, 26, 1150 Bruxelles, pour le projet de formulation et de montage, en partenariat avec Habitat & Rénovation, d'un projet professionnel pour la rénovation groupée de bâtiments du quartier de Stockel ;
- de la part du QUARTIER DURABLE PALMIERS D'ÉLÉONORE, rue des Palmiers 78B, 1150 Bruxelles, pour le projet collectif et participatif de transformation et valorisation du jardin du centre Fedasil avec les voisins du quartier et Menas ;
- de la part de l'A.S.B.L. LA FERME D'ANJOU (LFA), rue Alexis Mousin 16, 1150 Bruxelles, pour l'achat de matériels pédagogiques supplémentaires pour les stages "De la fourche à la fourchette - sensibilisation à l'alimentation durable" organisés par la Ferme d'Anjou ;
- de la part de WORMS A.S.B.L., chaussée de Charleroi 216, 1060 Saint-Gilles, pour l'acquisition d'un broyeur de branchages destiné à aider les citoyens composteurs et composts collectifs ;
- de la part de BAB'L MARKET, Stuyvenberg 67, 1150 Bruxelles, pour la contribution sur un montant total estimé de 3.664,00 EUR au développement d'une communication en vitrine avec illustrations et potence afin d'augmenter la visibilité de la coopérative dans le quartier ;

DECIDE d'octroyer les crédits suivant inscrits à l'article 8790/332-02//099 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 :

- d'un montant de 500,00 EUR en faveur de STOCKEL DURABLE, drève du Bonheur 26, 1150 Bruxelles, pour le projet de formulation et de montage, en partenariat avec Habitat & Rénovation, d'un projet professionnel pour la rénovation groupée de bâtiments du quartier de Stockel ;
- d'un montant de 730,00 EUR en faveur du QUARTIER DURABLE PALMIERS D'ÉLÉONORE, rue des Palmiers 78B, 1150 Bruxelles, pour le projet collectif et participatif de transformation et valorisation du jardin du centre Fedasil avec les voisins du quartier et les Menas ;
- d'un montant de 458,00 EUR en faveur de l'A.S.B.L. LA FERME D'ANJOU (LFA), rue Alexis Mousin 16, 1150 Bruxelles, pour l'achat de matériels pédagogiques supplémentaires pour les stages "De la fourche à la fourchette - sensibilisation à l'alimentation durable" organisés par la Ferme d'Anjou ;
- d'un montant de 1000,00 EUR en faveur de WORMS A.S.B.L., chaussée de Charleroi 216, 1060 Saint-Gilles, pour l'acquisition d'un broyeur de branchages destiné à aider les citoyens composteurs et composts collectifs ;
- d'un montant de 1.500,00 EUR en faveur de BAB'L MARKET, Stuyvenberg 67, 1150 Bruxelles, pour la contribution sur un montant total estimé de 3.664,00 EUR au développement d'une communication en vitrine avec illustrations et potence afin d'augmenter la visibilité de la coopérative dans le quartier.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

GR - Milieu en Duurzame Ontwikkeling - Subsidies ten gunste van verenigingen werkzaam in diverse milieuprojecten en duurzame ontwikkelingsprojecten - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op het krediet ingeschreven op het artikel 8790/332-02//099 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024, om de toekenning van subsidies aan verenigingen die actief zijn in diverse projecten op het gebied van milieu en duurzame ontwikkeling mogelijk te maken ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de namen van de verenigingen die deze subsidies ontvangen, moet preciseren ;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de burgerinitiatieven zoals "duurzame wijken" of het bevorderen van ecologische transitie wenst uit te breiden, zoals vastgelegd in de Algemene Beleidsnota 2019-2024 ;

Overwegende de meerjarenstrategie voor de verdeling van de subsidies ingeschreven op het artikel 8790/332-02//099 onder de rubriek "Milieu - Duurzame ontwikkeling - Subsidies aan verenigingen voor milieu en duurzame ontwikkeling", gevalideerd op de zitting van de Gemeenteraad van 30.09.2014 en vervolledigd op de zitting van de Gemeenteraad van 20.12.2016, waarbij de verenigingen voor milieu en duurzame ontwikkeling een jaarlijkse structurele subsidie kunnen aanvragen bij de gemeente, en waarbij zij anderzijds ook eenmalige subsidies kunnen aanvragen voor kleine duurzame ontwikkelingsinitiatieven in Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende de ontvangst door de gemeente van aanvraagdossiers voor eenmalige subsidies voor kleine duurzame ontwikkelingsinitiatieven in Sint-Pieters-Woluwe van de volgende verenigingen:

- van STOCKEL DURABLE, Geluksdreef 26, 1150 Brussel, voor de formulering en montage, in samenwerking met Habitat & Rénovation, van een professioneel project voor de groepsrenovatie van gebouwen in de Stockelwijk ;
- van DUURZAME WIJK PALMIERS D'ELEONORE, Palmboomstraat 78B, 1150 Brussel, voor het collectieve en participatieve project voor transformatie en verbetering van de tuin van het Fedasil-centrum met de buurtburen en Menas ;
- van DE V.Z.W. "LA FERME D'ANJOU" (LFA), Alexis Mousinstraat 16, 1150 Brussel, voor de aankoop van aanvullend educatief materiaal voor de cursussen "Van boer tot bord - bewustzijn van duurzame voeding" georganiseerd door Ferme d'Anjou ;
- van WORMS V.Z.W., Charleroise Steenweg, 216, 1150 Brussel, voor de aanschaf van een takkenversnipperaar bedoeld om burgers te helpen bij het composteren en collectief composteren ;
- van BAB'L MARKET, Stuyvenberg 67, 1150 Brussel voor de bijdrage van een geschat totaalbedrag van 3.664,00 EUR aan de ontwikkeling van raamcommunicatie met illustraties en galg om de zichtbaarheid van de coöperatie in de buurt te vergroten ;

BESLUIT de volgende kredieten dat ingeschreven zijn op het artikel 8790/332-02//099 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024 toe te kennen :

- een krediet van 500,00 EUR ten gunste van STOCKEL DURABLE, Geluksdreef 26, 1150 Brussel, voor de formulering en montage, in samenwerking met Habitat & Rénovation, van een professioneel project voor

- de groepsrenovatie van gebouwen in de Stockelwijk ;
- een krediet van 730,00 EUR ten gunste van DUURZAME WIJK PALMIERS D'ELEONORE, Palmboomstraat 78B, 1150 Brussel, voor het collectieve en participatieve project voor transformatie en verbetering van de tuin van het Fedasil-centrum met de buurtburen en Menas ;
 - een krediet van 458,00 EUR ten gunste van DE V.Z.W. "LA FERME D'ANJOU" (LFA), Alexis Mousinstraat 16, 1150 Brussel, voor de aankoop van aanvullend educatief materiaal voor de cursussen "Van boer tot bord - bewustzijn van duurzame voeding" georganiseerd door "LA FERME D'ANJOU" ;
 - een krediet van 1.000,00 EUR ten gunste van WORMS V.Z.W., Charleroise Steenweg, 216, 1150 Brussel, voor de aanschaf van een takkenversnipperaar bedoeld om burgers te helpen bij het composteren en collectief composteren ;
 - een krediet van 1.500,00 EUR ten gunste van BAB'L MARKET, Stuyvenberg 67, 1150 Brussel voor de bijdrage van een geschat totaalbedrag van 3.664,00 EUR aan de ontwikkeling van raamcommunicatie met illustraties en galg om de zichtbaarheid van de coöperatie in de buurt te vergroten.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Jonathan de Patoul entre en séance / treedt in zitting.

16.12.2024/A/0012 **CC - Environnement et Développement Durable - Appel à projets 2020 de BRUXELLES-ENVIRONNEMENT - ACTION CLIMAT 2020 à destination des communes et C.P.A.S. bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables - Convention relative à la subvention du projet intitulé : "Détermination de l'indice de canopée de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et plan d'actions pour préserver et développer le patrimoine arboré communal" - Prolongation de 8 mois de la période du projet d'inventaire du patrimoine arboré - Avenant - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2020/AC_WStP/APCom/Nature/Canopee pour le projet "Détermination de l'indice de canopée de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et plan d'actions pour préserver et développer le patrimoine arboré communal" approuvée en séance du Conseil communal du 23.02.2021 et établissant les modalités du subsidie octroyé à la Commune de Woluwe-Saint-Pierre par Bruxelles Environnement dans le cadre de l'appel à projets 2020 de BRUXELLES ENVIRONNEMENT à l'intention des communes et C.P.A.S. bruxellois - Action Climat - volet 1 : "Programme d'Actions Climat" et volet 2 : "Mise en œuvre des mesures favorables au climat" ;

Considérant que le subsidie de 40.000,00 EUR avait pour but de permettre à la Commune d'élaborer un inventaire du patrimoine arboré (arbres d'alignement), pour un total de 44.000,00 EUR ;

Considérant que le marché n'a pas pu être attribué en 2021 en raison d'un dépassement significatif du montant demandé dans les offres ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.12.2022 attribuant le marché à la S.R.L. APITREES, rue des Ecoles(HA) 11/A, 7911 Frasnes-lez-Anvaing, B.C.E. 0759.496.736 ;

Vu le rapport final de l'inventaire du patrimoine arboré annexé à la présente délibération ;

Considérant que la mission a été réalisée par la S.R.L. APITREES, qui a fourni un

rapport final, les données de géolocalisation et d'inventaire, et une présentation à l'administration communale ;
Considérant que l'inventaire devant être obligatoirement réalisé en période de feuillaison, celui-ci a eu lieu à l'été 2023 ;
Considérant que les modalités actuelles de la convention couvrent une période de facturation se terminant le 31.03.2023 ;
Considérant que la facturation a été établie le 09.11.2023, après la finalisation de l'inventaire ;
Considérant qu'il y a donc lieu de prolonger la période de subsidiation jusqu'au 30.11.2023 afin de pouvoir faire valoir la facturation de l'inventaire et recevoir les deux dernières tranches du subside ;
Considérant que cette demande de prolongation n'a donc aucun impact financier supplémentaire pour la commune ;
Considérant que Bruxelles Environnement propose l'avenant ci-joint à la convention du subside en vue de permettre à la Commune de prolonger de 8 mois la période du projet d'inventaire du patrimoine arboré ;
DECIDE d'approuver et de signer l'avenant à la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2020/AC_WStP/APCom/Nature/Canopee pour le projet "Détermination de l'indice de canopée de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et plan d'actions pour préserver et développer le patrimoine arboré communal" approuvée en séance du Conseil communal du 23.02.2021 et établissant les modalités du subside octroyé à la Commune de Woluwe-Saint-Pierre par Bruxelles Environnement.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

GR - Milieu en Duurzame Ontwikkeling - Projectoproep 2020 van LEEFMILIEU BRUSSEL - KLIMAATACTIE 2020 voor Brusselse gemeenten en O.C.M.W.'s voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten - Subsidieovereenkomst met betrekking tot de subsidie voor het project "Bepaling van de luifelindex van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en actieplan voor het behoud en de ontwikkeling van het gemeentelijk bomenerfgoed" - Verlenging van de looptijd van het project van gemeentelijk bomenerfgoedinventaris met 8 maanden - Aanhangsel - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de Subsidieovereenkomst met betrekking tot de subsidie met referentie SUB/2020/AC_WStP/APCom/ Nature/Canopee voor het project "Bepaling van de luifelindex van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en actieplan voor het behoud en de ontwikkeling van het gemeentelijk bomenerfgoed", goedgekeurd tijdens de Gemeenteraadszitting van 23.02.2021 en tot vaststelling van de modaliteiten van de subsidie die aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe wordt toegekend door LEEFMILIEU BRUSSEL in het kader van de Projectoproep 2020 van LEEFMILIEU BRUSSEL - KLIMAATACTIE 2020 voor Brusselse gemeenten en O.C.M.W.'s voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten ;
Overwegende dat de subsidie van 40.000,00 EUR bedoeld was om de gemeente in staat te stellen een inventaris op te maken van haar bomenbestand (laanbomen), voor een totaalbedrag van 44.000,00 EUR ;
Overwegende dat de opdracht niet in 2021 kon worden gegund wegens een aanzienlijke overschrijding van het in de offertes gevraagde bedrag ;
Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.12.2022 tot gunning van de opdracht aan "S.R.L. APITREES, rue des Ecoles(HA) 11/A, 7911 Frasnes-lez-Anvaing", K.B.O. 0759.496.736 ;

Gelet op het eindverslag van de inventaris van het bomenerfgoed als bijlage van deze beraadslaging gevoegd ;
Overwegende dat de werkzaamheden zijn uitgevoerd door "APITREES S.R.L.", die een eindverslag, geolocatie- en inventarisatiegegevens en een presentatie aan het gemeentebestuur heeft verstrekt ;
Overwegende dat de inventarisatie moest worden uitgevoerd tijdens de bladperiode en daarom in de zomer van 2023 plaatsvond ;
Overwegende dat de huidige voorwaarden van de overeenkomst betrekking hebben op een factureringsperiode die eindigt op 31.03.2023 ;
Overwegende dat de factuur is opgesteld op 09.11.2023, na de voltooiing van de inventaris ;
Overwegende dat het daarom noodzakelijk is de subsidieperiode te verlengen tot 30.11.2023 om de inventarisfactuur te kunnen indienen en de laatste twee schijven van de subsidie te ontvangen ;
Overwegende dat dit verzoek om verlenging geen extra financiële gevolgen heeft voor de gemeente ;
Overwegende dat Leefmilieu Brussel de bijgevoegde aanhangsel bij de subsidieovereenkomst voorstelt om de gemeente toe te laten de periode van het boominventarisatieproject met 8 maanden te verlengen ;
BESLUIT het aanhangsel bij de subsidieovereenkomst met referentie SUB/2020/AC_WStP/APCom/Nature/Canopee voor het project "Bepaling van de luifelindex van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en actieplan voor het behoud en de ontwikkeling van het gemeentelijk bomenerfgoed", goedgekeurd tijdens de Gemeenteraadszitting van 23.02.2021 en tot vaststelling van de modaliteiten van de subsidie die aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe wordt toegekend door LEEFMILIEU BRUSSEL goed te keuren en te ondertekenen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Enseignement FR - FR Onderwijs

16.12.2024/A/0013 **CC - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone - Académie de Musique - Admission au stage dans un emploi de directeur - Arrêt du profil de la fonction - Lancement de l'appel aux candidats**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06.06.1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 02.02.2007 de la Communauté française fixant le statut des directeurs tel que modifié ;

Vu l'arrêté du 22.03.2017 du Gouvernement de la Communauté française donnant force obligatoire à la décision de la commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 06.12.2016 relative l'actualisation de l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou à une désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur pour une durée supérieure à quinze semaines ;

Vu le décret du 14.03.2019 de la Communauté française modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection ;

Vu l'arrêté du 24.04.2019 du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 5, §1er du décret du 02.02.2007 fixant le statut des directeurs dans l'enseignement ;

Vu le décret du 04.02.2021 de la Communauté française portant des mesures diverses concernant les fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement ;

Considérant qu'un emploi de directeur dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone à l'Académie de Musique est vacant depuis le 01.09.2024 ;
Vu l'avis de la commission paritaire locale en date du 28.11.2024 sur le profil de la fonction de directeur à pourvoir et les modalités pratiques de l'appel aux candidats ;
DECIDE :

1. d'arrêter le profil de la fonction de directeur à pourvoir dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone à l'Académie de Musique (document ci-annexé) ;
2. de lancer l'appel à candidatures pour l'admission au stage dans une fonction de direction dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit francophone à l'Académie de Musique.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

16.12.2024/A/0014 **GR - Nederlandstalig onderwijs - Scholen van Mooi-Bos en Stokkel De Halte - Taaloffensief Nederlands - Overeenkomst - Dienstjaar 2024 - Intrekking van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22.10.2024**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22.10.2024 waarin wordt besloten om de overeenkomst "Huur van diensten" met Dhr. Jos MESTDAGH, Bosstraat 488, 1150 Sint-Pieters-Woluwe, K.B.O. 0534.707.154, goed te keuren in het kader van het extra werkingsbudget (subsidie) voor een offensief Nederlands voor leerlingen in het gewoon lager onderwijs die het Nederlands onvoldoende beheersen ;
Overwegende dat Dhr. Jos MESTDAGH, Bosstraat 488, 1150 Sint-Pieters-Woluwe, K.B.O. 0534.707.154, de overeenkomst niet wilde ondertekenen ;

BESLUIT de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22.10.2024 waarin wordt besloten om de overeenkomst "Huur van diensten" met Dhr. Jos MESTDAGH, Bosstraat 488, 1150 Sint-Pieters-Woluwe, K.B.O. 0534.707.154, goed te keuren in het kader van het extra werkingsbudget (subsidie) voor een offensief Nederlands voor leerlingen in het gewoon lager onderwijs die het Nederlands onvoldoende beheersen, in te trekken.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

16.12.2024/A/0015 **CC - Exercice 2025 - Contribution spécifique à la Zone de Police 5343 Montgomery - Arrêt**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 07.12.1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, telle que modifiée, notamment les articles 71 et 72 ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 19.11.2024 précisant le montant de la contribution spécifique de la commune de Woluwe-Saint-Pierre au déficit de la Zone de Police 5343 Montgomery pour l'exercice 2025 au montant de 11.529.192,81 EUR ;
Considérant que le 22.11.2024, postérieurement à la délibération précitée, le Conseil de Police de la Zone 5343 Montgomery a adopté son budget 2025 et que ce budget prévoit une contribution de 11.619.617,86 EUR à charge de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu le souhait de M. le Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-

Capitale de faire prendre par le Conseil communal une délibération reprenant spécifiquement et uniquement la contribution de la commune de Woluwe-Saint-Pierre au déficit de la Zone de Police 5343 Montgomery pour l'exercice 2025 ;

DECIDE :

1. de retirer sa délibération précitée du 19.11.2024 ;
2. de préciser le montant de la contribution spécifique de la commune de Woluwe-Saint-Pierre au déficit de la Zone de Police 5343 Montgomery pour l'exercice 2025 au montant de 11.619.617,86 EUR à l'article 330/435 du service ordinaire du budget fonctionnel de l'exercice 2025 ;
3. de communiquer ce dernier montant pour approbation à M. le Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

35 votants : 35 votes positifs.

GR - Dienstjaar 2025 - Specifieke bijdrage aan de Politiezone 5343 Montgomery - Vastlegging

DE RAAD,

Gelet op de wet van 07.12.1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zoals gewijzigd, met name artikels 71 en 72 ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19.11.2024 tot vaststelling van het bedrag van de specifieke bijdrage van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe in het tekort van de Politiezone 5343 Montgomery voor het dienstjaar 2025 ten belope van 11.529.192,81 EUR ;

Overwegende dat op 22.11.2024, na voornoemde beraadslaging, de Politieraad van zone 5343 Montgomery zijn begroting 2025 heeft aangenomen en dat deze begroting voorziet in een bijdrage van 11.619.617,86 EUR ten laste van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de wens van Dhr. Gouverneur van het Administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad, dat de Gemeenteraad een beraadslaging zou nemen waarbij specifiek en uitsluitend de bijdrage van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe in het tekort van de Politiezone 5343 Montgomery voor het dienstjaar 2025 hernomen wordt ;

BESLUIT :

1. bovengenoemde beraadslaging van 19.11.2024 in te trekken ;
2. het bedrag van de specifieke bijdrage van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe in het tekort van de Politiezone 5343 Montgomery voor het dienstjaar 2025 vast te stellen op 11.619.617,86 EUR op artikel 330/435 van de gewone dienst van de functionele begroting voor het dienstjaar 2025 ;
3. dit bedrag voor goedkeuring mee te delen aan Dhr. Gouverneur van het Administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

16.12.2024/A/0016 **CC - Budget de l'exercice 2025 - Service ordinaire - Crédits provisoires**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 239 et 247 ;

Vu l'arrêté royal du 02.08.1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du 20.10.2005 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

modifiant, entre autres, l'article 14 § 3 de l'arrêté royal du 02.08.1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 19.11.2024 d'arrêter les crédits provisoires mis à disposition à raison d'un douzième par mois des crédits budgétaires de l'exercice 2025 ou, s'il est moins élevé, du crédit budgétaire de l'exercice 2024 conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté royal du 02.08.1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Considérant que le budget communal de l'exercice 2025 n'a pas encore été soumis à son vote et que nous ne disposerons pas au 01.01.2025 d'un budget voté ;

Vu la nécessité d'assurer la continuité du fonctionnement des institutions et services communaux ;

ENTEND l'intervention de M. Antoine BERTRAND, conseiller communal ;

DECIDE, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté royal du 02.08.1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié :

1. de retirer sa délibération précitée du 19.11.2024 ;
2. pour la période comprise entre la date du 01.01.2025 et la date du vote du budget communal de l'exercice 2025 par le Conseil communal, d'arrêter les crédits provisoires mis à disposition à raison d'un douzième par mois des crédits budgétaires de l'exercice 2024 ;
3. pour la période comprise entre la date du vote du budget communal de l'exercice 2025 par le Conseil communal et la date d'approbation du budget communal de l'exercice 2025 par l'autorité de tutelle, d'arrêter les crédits provisoires mis à disposition à raison d'un douzième par mois des crédits budgétaires de l'exercice 2025 ou, s'il est moins élevé, du crédit budgétaire de l'exercice 2024 ;
4. d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, d'une part, et le receveur communal, d'autre part, à procéder selon leurs attributions respectives à la liquidation des dépenses du service ordinaire de l'exercice 2025 à concurrence des crédits budgétaires disponibles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 32 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Cécile Vaincel, Cathy Vaessen, Noureddine Chaghouani .

GR - Begroting van het dienstjaar 2025 - Gewone dienst - Voorlopige kredieten

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 239 en 247 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 02.08.1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd ;

Gelet op het besluit van 20.10.2005 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij, onder andere, artikel 14 § 3 van het koninklijk besluit van 02.08.1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit gewijzigd wordt ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19.11.2024 om de ter beschikking gestelde voorlopige kredieten vast te stellen ten belope van een twaalfde per maand van de begrotingskredieten voor het dienstjaar 2025 of, indien dit minder is, van de begrotingskredieten voor het dienstjaar 2024 overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 02.08.1990 houdende het algemeen reglement op de gemeenteboekhouding, zoals gewijzigd ;

Overwegende dat er nog niet gestemd is over de gemeentebegroting voor het

dienstjaar 2025 en dat we op 01.01.2025 nog geen gestemde begroting zullen hebben ;
Gelet op de noodzakelijkheid de continuïteit van de werking van de gemeentelijke instellingen en diensten te verzekeren ;

HOORT de interventie van Dhr. Antoine BERTRAND, gemeenteraadslid ;

BESLUIT, conform de bepalingen van artikel 14 van het koninklijk besluit van 02.08.1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd :

1. bovengenoemde beraadslaging van 19.11.2024 in te trekken ;
2. voor de periode tussen de datum van 01.01.2025 en de datum van goedkeuring van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2025 door de Gemeenteraad, de ter beschikking gestelde voorlopige kredieten vast te stellen op basis van één twaalfde per maand van de begrotingskredieten van het lopende dienstjaar 2024 ;
3. voor de periode tussen de datum van goedkeuring van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2025 door de Gemeenteraad en de datum van goedkeuring van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2025 door de toezichthoudende overheid, de ter beschikking gestelde voorlopige kredieten vast te stellen op basis van één twaalfde per maand van de begrotingskredieten van het dienstjaar 2025 of, indien dit minder hoog is, van het begrotingskrediet van het dienstjaar 2024 ;
4. het College van Burgemeester en Schepenen, enerzijds, en de gemeenteontvanger, anderzijds, toe te laten, in overeenstemming met hun respectievelijke bevoegdheden, over te gaan tot de vereffening van de uitgaven van de gewone dienst van het dienstjaar 2025 binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 32 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Cécile Vainsel, Cathy Vaessen, Nouredine Chaghouani .

16.12.2024/A/0017

CC - A.S.B.L. CAP FAMILLE - Exercice d'activité 2023 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.02.2024 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2024 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. CAP FAMILLE ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2023 désignant la

S.P.R.L. BST C/o M. Olivier VERTESSEN, avenue Louise 240/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu le rapport et la lettre de recommandation établis en date du 06.05.2024 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé de faits qui laissent penser que les comptes clos le 31.12.2023 n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes du référentiel comptable applicable en Belgique ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu la convention conclue entre la commune et l'A.S.B.L. CAP FAMILLE dans le cadre des articles 38 et 39 de l'ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu le rapport d'activités et les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. CAP FAMILLE pour l'exercice d'activité 2023 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association, ainsi qu'aux dispositions de la convention précitée conclue entre la commune et ladite A.S.B.L. dans le cadre de l'ordonnance du 05.07.2018 et notamment aux critères et indicateurs d'exécution des tâches tels que repris en annexe 1 de ladite convention ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2023 de l'A.S.B.L. CAP FAMILLE :

| | | |
|----|---------------------------------------|-----------------|
| 1. | compte d'exploitation générale 2023 : | |
| | produits : | 287.438,33 EUR |
| | charges : | 256.377,27 EUR |
| | résultat net : | + 31.061,06 EUR |
| 2. | bilan 2023 : | |
| | actif-passif : | 277.793,46 EUR |

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. "CAP FAMILLE" - Dienstjaar 2023 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken

ingediend door de verschillende V.Z.W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;
Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.02.2024 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2024 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "CAP FAMILLE" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2023 die de B.V.B.A. BST C/o Dhr. Olivier VERTESSEN, Louizalaan 240/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025 ;

Gelet op het verslag en de aanbevelingsbrief opgesteld op 06.05.2024 door voornoemde bedrijfsrevisor dat concludeert dat, op basis van zijn beperkt nazicht, hij geen feiten heeft geïdentificeerd die erop wijzen dat de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 31.12.2023 niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel ;
Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de overeenkomst gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "CAP FAMILLE" op basis van artikels 38 en 39 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op het activiteitenverslag en de boekhoudkundige stukken die door de V.Z.W. "CAP FAMILLE" voor het dienstjaar 2023 werden ingediend ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging alsook met de bepalingen van voornoemde overeenkomst die tussen de gemeente en voornoemde V.Z.W. is gesloten in het kader van de ordonnantie van 05.07.2018, en met name met de criteria en indicatoren voor de uitvoering van de taken zoals uiteengezet in bijlage 1 van voornoemde overeenkomstige rekening ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2023 van de V.Z.W. "CAP FAMILLE" :

| | | |
|----|-------------------------------------|----------------|
| 1. | algemene exploitatierekening 2023 : | |
| | opbrengsten : | 287.438,33 EUR |
| | lasten : | 256.377,27 EUR |
| | netto resultaat : | +31.061,06 EUR |
| 2. | balans 2023: | |
| | actief-passief : | 277.793,46 EUR |

De Raad neemt akte.

16.12.2024/A/0018 **CC - A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS - Exercice d'activité 2023 - Documents comptables - Exécution de la convention conclue avec la commune et l'A.S.B.L. dans le cadre de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.02.2024 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2024 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2023 désignant la S.P.R.L. B.S.T., avenue Louise 240/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu le rapport et la lettre de recommandation établis en date du 30.07.2024 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé de faits qui laissent penser que les comptes clos le 31.12.2023 n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes du référentiel comptable applicable en Belgique ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu la convention conclue entre la commune et l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS dans le cadre des articles 38 et 39 de l'Ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu le rapport d'activités et les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS pour l'exercice d'activité 2023 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ainsi qu'aux dispositions de la convention précitée conclue entre la commune et ladite A.S.B.L. dans le cadre de l'Ordonnance du 05.07.2018, et notamment aux critères et indicateurs d'exécution des tâches tels que repris en annexe 1 de ladite convention ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ainsi qu'aux dispositions de la convention précitée ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2023 de l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS :

| | | |
|----|---------------------------------------|----------------|
| l. | compte d'exploitation générale 2023 : | |
| | charges : | 212.232,19 EUR |

| | | |
|----|----------------|----------------|
| | produits : | 289.497,41 EUR |
| | bénéfice : | 77.265,22 EUR |
| 2. | bilan 2023 : | |
| | actif-passif : | 299.244,37 EUR |

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS" - Dienstjaar 2023 - Boekhoudkundige stukken - Uitvoering van de overeenkomst gesloten met de gemeente en de V.Z.W. in het kader van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat enerzijds voor subsidies ter waarde van minder dan 1.239,47 EUR deze wet niet van toepassing is en anderzijds voor subsidies ter waarde van 1.239,47 EUR tot 24.789,35 EUR, moet alleen de verantwoording van het gebruik van de subsidie voor de doeleinden waarvoor zij is toegekend, worden geëist op straffe van teruggave van de subsidie, terwijl de overige verplichtingen waarin deze wet voorziet, aan het oordeel van de subsidiegever worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.02.2024 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2024 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2023 die de B.V.B.A. B.S.T., Louizalaan 240/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025 ;

Gelet op het verslag en de aanbevelingsbrief opgesteld op 30.07.2024 door voornoemde bedrijfsrevisor dat concludeert dat, op basis van zijn beperkt nazicht, hij geen feiten heeft geïdentificeerd die erop wijzen dat de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 31.12.2023 niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig de in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel; Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de overeenkomst gesloten tussen de gemeente en de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS" op basis van artikels 38 en 39 van de Ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op het activiteitenverslag en de boekhoudkundige stukken die door de "CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS" werden ingediend voor het

activiteitenjaar 2023 ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform met de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging alsook met de bepalingen van voornoemde overeenkomst die tussen de gemeente en voornoemde V.Z.W. is gesloten in het kader van de Ordonnantie van 05.07.2018, en met name met de criteria en indicatoren voor de uitvoering van de taken zoals uiteengezet in bijlage 1 van voornoemde overeenkomst ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen ten voordele van en door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige stukken met betrekking tot het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 en met de bepalingen van voornoemde overeenkomst ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2023 van de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DE JOLI-BOIS" :

| | | |
|----|-------------------------------------|----------------|
| 1. | algemene exploitatierekening 2023 : | |
| | lasten : | 212.232,19 EUR |
| | opbrengsten : | 289.497,41 EUR |
| | winst : | 77.265,22 EUR |
| 2. | balans 2023 : | |
| | actief-passief : | 299.244,37 EUR |

De Raad neemt akte.

16.12.2024/A/0019 **CC - A.S.B.L. PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2023 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2023 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2023

de l'A.S.B.L. PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

| | |
|--|----------------|
| 1. compte d'exploitation générale 2023 : | |
| charges : | 388.332,26 EUR |
| produits : | 411.841,97 EUR |
| résultat positif : | 23.509,71 EUR |
| 2. bilan 2023 : | |
| actif-passif : | 291.254,37 EUR |

Le Conseil prend acte.

**GR - V.Z.W. "PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" -
Dienstjaar 2023 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. "PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" voor het dienstjaar 2023 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2023 van de V.Z.W. "PLANNING FAMILIAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" :

| | |
|--|----------------|
| 1. algemene exploitatierekening 2023 : | |
| lasten : | 388.332,26 EUR |
| opbrengsten : | 411.841,97 EUR |
| batig resultaat : | 23.509,71 EUR |
| 2. bilan 2023 : | |
| actief-passief : | 291.254,37 EUR |

De Raad neemt akte.

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.02.2024 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2024 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2023 désignant la S.P.R.L. B.S.T. C/o M. Olivier VERTESSSEN, avenue Louise 240/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu le rapport et la lettre de recommandation établis en date du 05.06.2024 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé de faits qui laissent penser que les comptes clos le 31.12.2023 n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes du référentiel comptable applicable en Belgique ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES pour l'exercice d'activité 2023 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2023 de l'A.S.B.L. SOLEIL DES TOUJOURS JEUNES :

| | |
|--|----------------|
| 1. compte d'exploitation générale 2023 : | |
| charges : | 319.828,95 EUR |
| produits : | 319.713,24 EUR |
| perte : | 115,71 EUR |
| 2. bilan 2023 : | |
| actif-passif : | 86.907,65 EUR |

Le Conseil prend acte.

**GR - V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN - Dienstjaar 2023 -
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.02.2024 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2024 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2023 die de B.V.B.A. B.S.T. C/o Dhr. Olivier VERTESEN, Louizalaan 240/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025 ;

Gelet op het verslag en de aanbevelingsbrief opgesteld op 05.06.2024 door voornoemde bedrijfsrevisor dat concludeert dat, op basis van zijn beperkt nazicht, hij geen feiten heeft geïdentificeerd die erop wijzen dat de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 31.12.2023 niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig de in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel ;
Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN voor het dienstjaar 2023 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2023 van de V.Z.W. ZON DER IMMER JONGEN :

| | |
|--|----------------|
| 1. algemene exploitatierekening 2023 : | |
| lasten : | 319.828,95 EUR |

| | |
|------------------|----------------|
| opbrengsten : | 319.713,24 EUR |
| verlies : | 115,71 EUR |
| 2. balans 2023 : | |
| actief-passief : | 86.907,65 EUR |

De Raad neemt akte.

16.12.2024/A/0021 **CC - Association de fait CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2023 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'Association de fait CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2023 ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite Association de fait ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2023 de l'Association de fait CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

| | |
|--|--------------|
| 1. compte d'exploitation générale 2023 : | |
| charges : | 1.038,61 EUR |
| produits : | 591,00 EUR |
| résultat négatif : | -447,61 EUR |
| 2. bilan 2023 : | |
| actif-passif : | 9.901,57 EUR |

Le Conseil prend acte.

GR - Feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" - Dienstjaar 2023 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de

toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" voor het dienstjaar 2023 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde feitelijke vereniging en de aanwending ervan door deze feitelijke vereniging evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2023 van de feitelijke vereniging "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DES AINES DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" :

| | |
|--|--------------|
| 1. algemene exploitatierekening 2023 : | |
| lasten : | 1.038,61 EUR |
| opbrengsten : | 591,00 EUR |
| Nadelig resultaat : | -447,61 EUR |
| 2. balans 2023 : | |
| actief-passief : | 9.901,57 EUR |

De Raad neemt akte.

Taxes - Belastingen

16.12.2024/A/0022 **CC - Règlement relatif à la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Exercice d'imposition 2025 - Fixation du taux**

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, notamment l'article 170, § 4 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 260 ;

Vu le Code des Impôts sur les Revenus 1992, notamment les articles 465 à 469 ;

Vu le règlement relatif à la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, voté par le Conseil communal en séance du 21.11.2023, devenu obligatoire en date du 27.11.2023, applicable pour l'exercice d'imposition 2024 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la Commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et du financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de fixer, pour l'exercice d'imposition 2025, le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques à 5,7 % de la base de calcul déterminée conformément aux articles 466 et 466bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 34 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Florentine Röell.

GR - Reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting - Aanslagjaar 2025 - Vaststelling van de aanslagvoet

DE RAAD,

Gelet op de Grondwet, met name artikel 170, § 4 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 260 ;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met name de artikels 465 tot 469 ;

Gelet op het reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 21.11.2023, verbindend geworden op datum van 27.11.2023, toepasselijk voor het aanslagjaar 2024 ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT, voor het aanslagjaar 2025, de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting vast te stellen op 5,7 % van de berekeningsgrondslag vastgesteld overeenkomstig de artikelen 466 en 466bis van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 34 positieve stemmen, 1 onthouding.

Onthouding : Florentine Röell.

16.12.2024/A/0023

CC - Règlement relatif à la taxe communale additionnelle au précompte immobilier - Exercice d'imposition 2025 - Fixation du taux

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, notamment l'article 170, § 4 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 260 ;

Vu le Code des Impôts sur les Revenus 1992, notamment l'article 464, 1° ;

Vu le règlement relatif à la taxe communale additionnelle au précompte immobilier, voté par le Conseil communal en séance du 21.11.2023, devenu obligatoire en date du 27.11.2023, applicable pour l'exercice d'imposition 2024 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la Commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et du financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ENTEND les interventions de M. Dominique HARMEL, échevin, M. Antoine BERTRAND, Mme Cathy VAESSEN, M. François DE SMET, Mme Alexia

BERTRAND et Mme Cécile VAINSEL, conseillers communaux ;
DECIDE de fixer, pour l'exercice d'imposition 2025, le taux de la taxe communale additionnelle au précompte immobilier à 2.700 centimes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 24 votes positifs, 11 votes négatifs.

Non : Caroline Lhoir, Cécile Vaincel, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghouani .

GR - Reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing - Aanslagjaar 2025 - Vaststelling van de aanslagvoet

DE RAAD,

Gelet op de Grondwet, met name artikel 170, § 4 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 260 ;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met name het artikel 464, 1^o ;

Gelet op het reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 21.11.2023, verbindend geworden op datum van 27.11.2023, toepasselijk voor het aanslagjaar 2024 ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

HOORT de interventies van Dhr. Dominique HARMEL, schepen, Dhr. Antoine BERTRAND, Mevr. Cathy VAESSEN, Dhr. François DE SMET, Mevr. Alexia BERTRAND en Mevr. Cécile VAINSEL, gemeenteraadsleden ;

BESLUIT voor het aanslagjaar 2025, de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing vast te stellen op 2.700 centiemen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 24 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

Nee : Caroline Lhoir, Cécile Vaincel, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De Smet, Sophie Hiernaux, Noureddine Chaghouani .

16.12.2024/A/0024 **CC - Règlement-taxe relatif aux distributeurs de carburants - Modification**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe relatif aux distributeurs de carburants, voté par le Conseil communal en séance du 20.12.2022, devenu obligatoire en date du 26.12.2022, applicable pour la période du 01.01.2023 au 31.12.2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, modifiée le 12.02.2015 et le 17.12.2019 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de

déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les distributeurs de carburants visés par le présent règlement-taxe de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que les distributeurs de carburants constituent une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que les distributeurs de carburants génèrent des dépenses supplémentaires pour la Commune notamment en matière de mobilité, d'infrastructure, de voirie, de propreté et de sécurité sans toutefois participer au coût de ces dépenses supplémentaires ; qu'il est donc légitime de financer une partie de ces dépenses supplémentaires par un règlement-taxe ;

Considérant que les distributeurs de carburants avec paiement automatisé sont plus rentables notamment dès lors que la présence d'un préposé n'est pas nécessaire pour procéder au paiement et que ces distributeurs sont également d'usage lors des fermetures de la station en soirée et durant la nuit de sorte qu'elles sont accessibles à la clientèle 24h/24 et 7j/7 ;

Considérant qu'il y a lieu de bien préciser qu'un distributeur de carburant correspond à un pistolet à carburant ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier comme suit le règlement-taxe relatif aux distributeurs de carburants :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.01.2025 au 31.12.2025, une taxe communale annuelle sur les distributeurs de carburants fixes, avec ou sans paiement automatisé, installés le long de la voie publique ou sur des terrains privés ayant accès à la voie publique.

Article 2.-

La taxe relative aux distributeurs de carburants est recouvrée par voie de rôle.

TAUX

Article 3.-

Le taux annuel de la taxe est fixé à 385,00 EUR par pistolet à carburant.

Article 4.-

Le taux annuel de la taxe est doublé en ce qui concerne les pompes en libre service avec paiement automatisé.

Article 5.-

La taxe est due au 1er janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

Article 6.-

Le taux de la taxe est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Celui de l'exercice d'imposition en cours est calculé selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-taxe.

L'indice de base est l'indice de novembre 2022.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition. Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur d'un euro.

CONTRIBUABLE

Article 7.-

La taxe est due par l'exploitant ou, en cas d'inactivité, par le propriétaire des distributeurs de carburants.

EXONERATIONS

Article 8.-

Sont exonérés de la taxe, les appareils non accessibles au public et ceux installés dans des garages ou des établissements similaires et qui ne sont pas visibles du dehors (C.M.I. du 02.04.1952).

DECLARATION

Article 9.-

L'Administration communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété et signé, dans un délai de 30 jours à dater de l'envoi dudit formulaire de déclaration.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 10.-

La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de 15 jours.

Article 11.-

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins ou une personne désignée par celui-ci notifie au contribuable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de 30 jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Si dans les 30 jours à compter de la date d'envoi de cette notification, le contribuable n'a émis aucune observation, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe majorée d'un montant égal à 100 % de ladite taxe.

RECOUVREMENT

Article 12.-

La taxe est payable dans les 2 mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement intégral de la taxe dans le délai imparti, une sommation de payer la taxe due est envoyée au contribuable par recommandé.

Les frais de l'envoi recommandé sont à charge du redevable ou du codébiteur.

Article 13.-

Il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat.

Article 14.-

En cas de non-paiement dans les délais prescrits, des poursuites sont entamées par

voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal par la remise d'un extrait du rôle mentionnant la date d'exécutoire de ce rôle et d'une copie de l'avertissement-extrait de rôle.

RECLAMATIONS

Article 15.-

La réclamation doit être introduite par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins et, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Elle doit être signée et motivée par le contribuable ou son représentant.

Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

Article 16.-

Un accusé de réception est adressé au contribuable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Article 17.-

Si le contribuable ou son représentant en a fait la demande expresse dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou toute personne désignée par celui-ci communique au contribuable et à son représentant la date de l'audition ainsi que les jours et heures auxquels le dossier peut être consulté. Cette communication est faite 15 jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par le contribuable ou son représentant au Collège des Bourgmestre et Echevins ou à la personne désignée par celui-ci, par écrit, au moins 7 jours calendrier avant le jour de l'audition.

Article 18.-

Endéans un délai de 6 mois à compter de la date de réception de la réclamation, le Collège des Bourgmestre et Echevins statue par une décision motivée. Ce délai est prolongé de 3 mois si la taxe contestée a été opérée d'office.

La décision est notifiée, par lettre recommandée, au contribuable et à son représentant.

Cette lettre mentionne l'instance auprès de laquelle un recours peut être introduit ainsi que les délais et formes applicables.

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est irrévocable si le recours n'a pas été introduit dans les délais auprès de l'instance compétente.

Article 19.-

La décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'absence de décision dans les délais visés à l'article 18 ouvre le droit à un recours auprès du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais ainsi que la procédure applicable à ces recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

Article 20.-

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 03.04.2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables aux taxes communales.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

GR - Belastingreglement betreffende de brandstoffenverdelers - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement betreffende de brandstoffenverdelers, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 20.12.2022, verbindend geworden op datum van 26.12.2022, toepasselijk voor de periode van 01.01.2023 tot 31.12.2025 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het ordonnantie van 03.04.2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, gewijzigd op 12.02.2015 en op 17.12.2019 ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 § 4 van de Grondwet ; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de basissen en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de voogdijoverheid de basis kiest van de belastingen die ze heft ;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid ; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften ;

Overwegende dat de Gemeenteraad het nuttig heeft geoordeeld de door dit belastingreglement beoogde brandstoffenverdelers te belasten teneinde zich aanvullende inkomsten te verschaffen ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waaraan de gemeente het hoofd dient te bieden ;

Overwegende dat de brandstoffenverdelers een economische activiteit zijn, die inkomsten voortbrengt, welke redelijkerwijze toelaten, dat de natuurlijke of rechtspersonen, actief in deze sector, beschikken over bijdragemogelijkheden die hun toelaten om de belastingen, die hen te laste worden gelegd, te betalen ;

Overwegende dat de brandstoffenverdelers voor de Gemeente bijkomende uitgaven veroorzaken inzake mobiliteit, infrastructuur, wegennet, netheid en veiligheid zonder dat zij een bijdrage leveren voor de financiering van deze bijkomende uitgaven ; dat het daarom gerechtvaardigd is een gedeelte van deze uitgaven te financieren door middel van een belastingreglement ;

Overwegende dat de brandstoffenverdelers met geautomatiseerde betaling winstgevender zijn, omdat de aanwezigheid van een beambte niet nodig is om de betaling uit te voeren en dat deze verdelers ook bruikbaar zijn tijdens de sluitingsuren van het station 's avonds en 's nachts, zodat ze voor het cliënteel 24u/24 en 7d/7 toegankelijk zijn ;

Overwegende dat duidelijk moet worden vermeld dat een brandstoffenverdelers overeenkomt met een brandstofpistool ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het belastingreglement betreffende de brandstoffenverdelers als volgt te wijzigen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.-

Er wordt, voor de periode van 01.01.2025 tot 31.12.2025, een jaarlijkse

gemeentebelasting geheven op de vaste brandstoffenverdelers, met of zonder geautomatiseerde betaling, geplaatst langs de openbare weg of op privé-terreinen met toegang tot de openbare weg.

Artikel 2.-

De belasting betreffende de brandstoffenverdelers wordt ingevorderd door middel van een kohier.

AANSLAGVOET

Artikel 3.-

De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt op 385,00 EUR per brandstofpistool vastgesteld.

Artikel 4.-

De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt verdubbeld wat betreft de pompen met zelfbediening en geautomatiseerde betaling.

Artikel 5.-

De belasting is verschuldigd op 1 januari van het aanslagjaar en in haar geheel voor heel het jaar. Ze mag niet gedeeld worden, in evenredigheid of niet, met fracties van het jaar.

Artikel 6.-

De aanslagvoet van de belasting wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.

Dat voor het lopende aanslagjaar wordt berekend volgens de volgende formule :

basisaanslagvoet x nieuw indexcijfer

basisindexcijfer

De basisaanslagvoet is het initiële bedrag dat in onderhavig belastingreglement wordt vastgesteld.

De basisindex is de index voor november 2022.

De nieuwe index is de index voor november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van één euro.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 7.-

De belasting is verschuldigd door de uitbater of, in geval van non-activiteit, door de eigenaar van de brandstoffenverdelers.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 8.-

Zijn van de belasting vrijgesteld, de toestellen die niet toegankelijk zijn voor het publiek en deze die geïnstalleerd zijn in garages of gelijkaardige inrichtingen en die van buitenaf niet zichtbaar zijn (O.M.B.Z. van 02.04.1952).

AANGIFTE

Artikel 9.-

Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat binnen een termijn van 30 dagen vanaf de datum van de verzending van dit aangifteformulier, behoorlijk ingevuld en ondertekend, dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 10.-

De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden meegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van 15 dagen.

Artikel 11.-

Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve gevestigd.

Vóór de belasting ambtshalve wordt gevestigd, brengt het College van Burgemeester en Schepenen of een persoon die het heeft aangesteld de belastingplichtige, per aangetekende brief, op de hoogte van de redenen waarom gebruik wordt gemaakt van deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd evenals de wijze van bepaling van die elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 kalenderdagen te rekenen vanaf de derde werkdagen die volgt op de verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Als binnen de 30 dagen te rekenen vanaf de verzendingsdatum van deze kennisgeving, de belastingplichtige geen enkele opmerking heeft geuit, zal worden overgegaan tot de dwingende inkohiering van de belasting verhoogd met een bedrag gelijk aan 100 % van de betreffende belasting.

INVORDERING

Artikel 12.-

De belasting moet worden betaald binnen 2 maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan de volledige betaling van de belasting binnen de toegekende termijn, wordt de belastingplichtige per aangetekende brief gedagvaard om de verschuldigde belasting te betalen.

De kosten van de aangetekende zending zijn ten laste van de schuldenaar of medeschuldenaar.

Artikel 13.-

De bepalingen betreffende de verwijlintersten inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten zijn van toepassing.

Artikel 14.-

In geval van niet-betaling binnen de voorgeschreven termijnen wordt een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op verzoek van de Gemeenteontvanger door de overhandiging van een uittreksel uit het kohier met vermelding van de datum van uitvoerbaarverklaring van dit kohier en een kopie van het aanslagbiljet.

BEZWAREN

Artikel 15.-

Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden aan het College van Burgemeester en Schepenen en, op straffe van verval, moet worden ingediend binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Het moet ondertekend en gemotiveerd worden door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vermelden in het bezwaar.

Artikel 16.-

Een ontvangstmelding wordt gestuurd aan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger binnen 15 kalenderdagen na de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 17.-

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd op een hoorzitting.

Het College van Burgemeester en Schepenen of elke persoon die het heeft aangesteld deelt aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger de datum van de hoorzitting mee, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd kan worden. Deze mededeling geschiedt ten minste 15 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting.

De aanwezigheid op de hoorzitting moet door de belastingplichtige of zijn

vertegenwoordiger aan het College van Burgemeester en Schepenen of de persoon die het heeft aangesteld, schriftelijk en ten minste 7 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting bevestigd worden.

Artikel 18.-

Binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift, het College van Burgemeester en Schepenen doet uitspraak op basis van een met redenen omklede beslissing.

Deze termijn wordt met 3 maanden verlengd als de betwiste aanslag ambtshalve werd gevestigd.

De beslissing wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger.

Deze brief vermeldt de instantie waarbij beroep kan worden ingesteld, evenals de ter zake geldende termijn en vormen.

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen is onherroepelijk wanneer het beroep niet tijdig bij de bevoegde instantie is ingesteld.

Artikel 19.-

Tegen de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen of bij gebrek aan beslissing binnen de in artikel 18 bedoelde termijnen, kan beroep worden ingesteld bij de Rechtbank van Eerste Aanleg.

Het vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg is vatbaar voor verzet of beroep.

Tegen het arrest van het Hof van Beroep kan cassatieberoep worden ingesteld.

De vormen, de termijnen en de procedure voor deze beroepen worden geregeld zoals inzake rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle betrokken partijen.

Artikel 20.-

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 03.04.2014 en voor alle aangelegenheden die niet door deze verordening worden geregeld, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikels 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek, voor zover zij niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of naar alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale belastingen, van toepassing op de gemeentelijke belastingen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

16.12.2024/A/0025 **CC - Règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs - Modification**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs, voté par le Conseil communal en séance du 20.02.2024, devenu obligatoire en date du 26.02.2024, applicable pour la période du 01.03.2024 au 31.12.2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, modifiée le 12.02.2015 et le 17.12.2019 ;

Vu l'arrêté royal du 08.10.1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 51 § 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28.10.2019 modifiant l'arrêté ministériel du 15.03.2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes

d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans, des cartes électroniques et documents de séjour électroniques délivrés à des ressortissants étrangers et des cartes biométriques et titres de séjours biométriques délivrés à des ressortissants étrangers de pays tiers ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer la délivrance de documents administratifs visées par le présent règlement-taxe de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que les communes ont entre autres compétences de délivrer des documents administratifs ; qu'à cet égard il est admissible qu'elles fassent contribuer les citoyens aux dépenses liées à la délivrance de documents administratifs ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier comme suit le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.01.2025 au 31.12.2025, une taxe communale sur la délivrance de documents administratifs.

Article 2.-

La taxe relative à la délivrance de documents administratifs est perçue au comptant.

TAUX

Article 3.-

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

1. **Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques aux enfants de nationalité belge âgés de moins de 12 ans (kids-ID) :**
 - 1.1. Procédure normale
3,30 EUR auxquels s'ajoutent 10,00 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;
 - 1.2. Procédure d'urgence (livraison à la commune ou au SPF Intérieur)
8,10 EUR auxquels s'ajoutent 10,00 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;
2. **Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques pour Belges :**
 - 2.1. Procédure normale
8,30 EUR auxquels s'ajoutent 10,00 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;
 - 2.2. Procédure d'urgence (livraison à la commune ou au SPF Intérieur)
18,10 EUR auxquels s'ajoutent 10,00 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;
3. **Sur la demande et/ou l'activation de nouveaux codes pour une carte d'identité électronique :**

- 10,00 EUR ;
4. **Sur la demande et/ou l'activation d'une clé numérique :**
10,00 EUR ;
5. **Sur la délivrance de passeports :**
5.1. Pour les ressortissants belges âgés de moins de 18 ans
10,00 EUR auxquels s'ajoutent 10,00 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;
5.2. Pour les ressortissants belges âgés de 18 ans et plus
20,00 EUR auxquels s'ajoutent 10,00 EUR si la personne n'est pas domiciliée à Woluwe-Saint-Pierre ;
6. **Sur la délivrance de documents de voyage belge pour apatrides, réfugiés et étrangers qui ne peuvent obtenir de document de voyage auprès de leur propre autorité nationale ou d'une instance internationale :**
6.1. Pour les personnes âgés de moins de 18 ans
10,00 EUR ;
6.2. Pour les personnes âgés de 18 ans ou plus
20,00 EUR ;
7. **Sur la délivrance de documents administratifs aux étrangers :**
7.1. Certificats d'identité pour les enfants de nationalité étrangère âgés de moins de 12 ans
2,00 EUR ;
7.2. Cartes d'identité électroniques pour les enfants de nationalité étrangère âgés de moins de 12 ans
7.2.1. Procédure normale
3,30 EUR ;
7.2.2. Procédure d'urgence (livraison à la commune ou au SPF Intérieur)
8,10 EUR ;
7.3. Frais d'ouverture et suivi de dossier
10,00 EUR par personne ;
7.4. Attestations d'immatriculation
- 15,00 EUR pour un titre de séjour ;
- 5,00 EUR pour une prorogation ;
7.5. Titres de séjour électroniques
7.5.1. Procédure normale
- 7,80 EUR pour un titre de séjour visé à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, a) à e), m) et n) de l'arrêté royal du 15.03.2013 ;
- 8,30 EUR pour un titre de séjour visé à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, f) à l) de l'arrêté royal du 15.03.2013 ;
- 7,80 EUR pour un titre de séjour pour les bénéficiaires de l'accord de retrait visé à l'article 31,14° et 15° de l'arrêté royal du 24.12.2020 ;
7.5.2. Procédure d'urgence
- 18,10 EUR pour un titre de séjour visé à l'article 1er, alinéa 1er, 4°, a) à n) de l'arrêté royal du 15.03.2013 ;
- 18,10 EUR pour un titre de séjour pour les bénéficiaires de l'accord de retrait visé à l'article 31,14° et 15° de l'arrêté royal du 24.12.2020 ;
7.6. Annexes 3 et 3ter - Déclarations d'arrivée et de présence et accusé de réception 9bis
15,00 EUR ;
7.7. Annexe 3bis - Engagement de prise en charge
10,00 EUR ;
7.8. Annexe 3septies - Reconnaissance du droit de séjour de plus de 3 mois du citoyen de l'Union européenne - Travailleur saisonnier - Etudiant
10,00 EUR ;
7.9. Annexe 15 - Attestation de séjour

- 10,00 EUR ;
7.10. Annexe 15bis - Attestation de réception d'une demande de séjour
10,00 EUR ;
7.11. Annexe 16 - Demande d'autorisation d'établissement ou d'acquisition du statut de résident de longue durée
10,00 EUR ;
7.12. Annexe 18 - Attestation de départ
10,00 EUR ;
7.13. Annexes 19 - Demande d'attestation d'enregistrement ou de carte d'identité d'étranger en qualité de ressortissant suisse
10,00 EUR ;
7.14. Annexes 19ter - Demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne ou de carte d'identité d'étranger en qualité de membre de la famille d'un ressortissant suisse
10,00 EUR ;
7.15. Annexes 22 - Demande de séjour permanent
10,00 EUR ;
7.16. Annexe 32 et 32bis - Engagement de prise en charge pour étudiant
10,00 EUR ;
7.17. Annexes 33 et 33ter - Documents de séjour
10,00 EUR ;
7.18. Annexes 35 - Documents spéciaux de séjour
10,00 EUR pour une première délivrance ou une prorogation ;
7.19. Annexe 41bis - Attestation de réception d'une demande d'autorisation de séjour
10,00 EUR pour une délivrance ou un prorogation ;
7.20. Annexes 49 - Attestation
10,00 EUR ;
7.21. Annexes 50 - Attestation de dépôt d'une demande de renouvellement de séjour
10,00 EUR ;
7.22. Annexes 51 - Document provisoire de séjour
10,00 EUR ;
7.23. Annexes 56 - Attestation pour bénéficiaires de l'accord de retrait - séjour
10,00 EUR ;
7.24. Annexes 58 - Demande de statut de bénéficiaire de l'accord de retrait
10,00 EUR ;
7.25. Permis de travail
10,00 EUR ;
7.26. Introduction et suivi d'un dossier de demande d'autorisation de séjour (article 25/2 de l'arrêté royal du 08.10.1981 et articles 9bis, 10 et 12bis de la loi du 15.12.1980)
50,00 EUR par dossier ;
8. **Sur la délivrance de permis de conduire :**
8.1. Permis de conduire de tout type ou modèle, provisoire ou définitif
8,00 EUR ;
8.2. Echange de permis de conduire étranger
12,00 EUR ;
8.3. Duplicata, changement de catégorie, etc.
8,00 EUR ;
8.4. Permis de conduire international
12,00 EUR ;
9. **Sur la légalisation de signatures :**

- 10,00 EUR par légalisation ;
10. **Sur la certification pour copies conformes :**
10,00 EUR ;
 11. **Sur l'introduction et le suivi d'un dossier relatif à la nationalité :**
50,00 EUR ;
 12. **Sur la confection et la délivrance de carnets de mariage :**
25,00 EUR ;
 13. **Sur la déclaration de cohabitation légale :**
20,00 EUR ;
 14. **Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de recherche de paternité, de maternité et de comaternité :**
20,00 EUR ;
 15. **Sur la demande d'enregistrement d'un acte d'état civil étranger ou d'une décision judiciaire ou administrative étrangère dans la "Banque de données des Actes de l'Etat Civil" (BAEC) servant de base pour l'inscription ou la mise à jour dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente ou pour l'établissement ou la modification d'un acte de l'état civil :**
50,00 EUR ;
 16. **Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de changement de prénoms :**
490,00 EUR ;
La taxe peut toutefois être réduite à 49,00 EUR dans les cas suivants :
 - lorsque la personne a la conviction que le sexe mentionné dans son acte de naissance ne correspond pas à son identité de genre vécue intimement. Cette demande doit être accompagnée d'une déclaration sur l'honneur ;
 - lorsque le prénom est ridicule ou odieux ;
 - lorsque le prénom est de consonance étrangère ;
 - lorsque le prénom est de nature à prêter à confusion ;
 - lorsque le prénom n'est modifié que par l'ajout ou la suppression d'un signe diacritique ou de ponctuation ;
 - lorsque le prénom est abrégé ;
 17. **Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de changement de nom :**
140,00 EUR ;
 18. **Sur la délivrance de renseignements urbanistiques :**
80,00 EUR ;
Le montant de la redevance est adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation conformément à l'ordonnance du 30.11.2017 réformant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 05.06.1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes ;
 19. **Sur la délivrance de documents reprenant les données personnelles que contient un fichier au sujet de la personne qui en demande communication :**
10,00 EUR quel que soit le nombre de fichiers pour lesquels la communication est demandée ;
 20. **Sur l'inscription dans les registres communaux après une radiation d'office :**
50,00 EUR.

Article 4.-

Les taux de la taxe sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Sauf pour la délivrance de renseignements urbanistiques, ceux de l'exercice d'imposition en cours sont calculés selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-taxe.

L'indice de base est l'indice de novembre 2022.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition. Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur de 10 cents.

CONTRIBUABLE

Article 5.-

La taxe est due par la personne physique ou morale qui demande le document.

Aucun remboursement ne sera effectué en cas de demande d'annulation d'un dossier pour quelque raison que ce soit.

EXONERATIONS

Article 6.-

Sont exonérés de la taxe :

- a. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées aux particuliers à destinations du C.P.A.S. ;
- b. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées aux particuliers en matière fiscale, de pension légale, de distinction honorifique, de prêt hypothécaire, de demande de primes régionales, de demande de bourses d'études, d'allocations sociales (allocations familiales, allocations pour personnes handicapées), de mutuelle, de tarif social (tarif téléphonique social, tarif solidaire, ...) ainsi que ceux délivrés aux personnes à la recherche d'un logement social ;
- c. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées aux chômeurs et aux jeunes chercheurs d'emploi en période d'attente d'allocation de chômage, sur présentation, d'une part, de la carte de contrôle C 3 A et, d'autre part, du document A 23 et ce, uniquement en vue de la recherche d'un emploi ainsi que ceux délivrés dans le cadre de la conservation d'un emploi ;
- d. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées dans le cadre d'opérations humanitaires et de bénévolat ;
- e. les légalisations de signatures et les certificats conformes délivrées à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ;
- f. l'enregistrement d'un acte de décès étranger dans la "Banque de données des Actes de l'Etat Civil" (BAEC) servant de base pour la mise à jour dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente ou pour l'établissement ou la modification d'un acte de l'état civil.

RECOUVREMENT

Article 7.-

La taxe est payable dans les 15 jours de l'envoi de la demande de paiement.

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Article 8.-

A défaut de paiement intégral de la taxe, une sommation de payer la taxe due est envoyée au contribuable par recommandé.

Les frais de l'envoi recommandé sont à charge du redevable ou du codébiteur.

Article 9.-

Il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat.

Article 10.-

En cas de non-paiement dans les délais prescrits, des poursuites sont entamées par

voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal par la remise d'un extrait du rôle mentionnant la date d'exécutoire de ce rôle et d'une copie de l'avertissement-extrait de rôle.

RECLAMATIONS

Article 11.-

La réclamation doit être introduite par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins et, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter soit de la date de la notification de la taxe, soit de la perception au comptant, soit du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Elle doit être signée et motivée par le contribuable ou son représentant.

Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

Article 12.-

Un accusé de réception est adressé au contribuable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Article 13.-

Si le contribuable ou son représentant en a fait la demande expresse dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou toute personne désignée par celui-ci communique au contribuable et à son représentant la date de l'audition ainsi que les jours et heures auxquels le dossier peut être consulté. Cette communication est faite 15 jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par le contribuable ou son représentant au Collège des Bourgmestre et Echevins ou à la personne désignée par celui-ci, par écrit, au moins 7 jours calendrier avant le jour de l'audition.

Article 14.-

Endéans un délai de 6 mois à compter de la date de réception de la réclamation, le Collège des Bourgmestre et Echevins statue par une décision motivée. Ce délai est prolongé de 3 mois si la taxe contestée a été opérée d'office.

La décision est notifiée, par lettre recommandée, au contribuable et à son représentant.

Cette lettre mentionne l'instance auprès de laquelle un recours peut être introduit ainsi que les délais et formes applicables.

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est irrévocable si le recours n'a pas été introduit dans les délais auprès de l'instance compétente.

Article 15.-

La décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'absence de décision dans les délais visés à l'article 14 ouvre le droit à un recours auprès du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais ainsi que la procédure applicable à ces recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

Article 16.-

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 03.04.2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code

du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables aux taxes communales.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
35 votants : 35 votes positifs.

GR - Belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 20.02.2024, verbindend geworden op datum van 26.02.2024, toepasselijk voor de periode van 01.03.2024 tot 31.12.2025 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 03.04.2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, gewijzigd op 12.02.2015 en op 17.12.2019 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 08.10.1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, met name artikel 51 § 4 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 28.10.2019 tot wijziging van het ministerieel besluit van 15.03.2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar, de elektronische kaarten en elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan vreemde onderdanen, en de biometrische kaarten en biometrische verblijfstitels, afgeleverd aan vreemde onderdanen van derde landen ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 § 4 van de Grondwet ; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de basissen en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft ;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid ; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften ;

Overwegende dat de Gemeenteraad het nuttig heeft geoordeeld de door dit belastingreglement beoogde afgifte van bestuursdocumenten te belasten teneinde zich aanvullende inkomsten te verschaffen ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waaraan de gemeente het hoofd dient te bieden ;

Overwegende dat de gemeenten onder meer bevoegd zijn voor de afgifte van bestuursdocumenten ; dat het in dit opzicht toelaatbaar is dat zij de burgers in de uitgaven verbonden aan de afgifte van bestuursdocumenten laat bijdragen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten als volgt te wijzigen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.-

Er wordt, voor de periode van 01.01.2025 tot 31.12.2025, een gemeentebelasting geheven op de afgifte van bestuursdocumenten.

Artikel 2.-

De belasting betreffende de afgifte van bestuursdocumenten wordt contant geïnd.

AANSLAGVOET

Artikel 3.-

De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

1. **Op de afgifte van elektronische identiteitskaarten aan kinderen van Belgische nationaliteit onder de 12 jaar (kids-ID) :**
 - 1.1. Normale procedure
3,30 EUR plus 10,00 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
 - 1.2. Spoedprocedure (levering aan de gemeente of bij de FOD Binnenlandse Zaken)
8,10 EUR plus 10,00 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
2. **Op de afgifte van elektronische identiteitskaarten voor Belgen :**
 - 2.1. Normale procedure
8,30 EUR plus 10,00 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
 - 2.2. Spoedprocedure (levering aan de gemeente of bij de FOD Binnenlandse Zaken)
18,10 EUR plus 10,00 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
3. **Op de aanvraag en/of activering van nieuwe codes voor een elektronische identiteitskaart :**
10,00 EUR per aanvraag en/of activering ;
4. **Op de aanvraag en/of activering van een digitale sleutel :**
10,00 EUR per aanvraag en/of activering ;
5. **Op de afgifte van reispassen :**
 - 5.1. Voor Belgische onderdanen tot 18 jaar
10,00 EUR plus 10,00 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
 - 5.2. Voor Belgische onderdanen vanaf 18 jaar
20,00 EUR plus 10,00 EUR als de persoon niet in Sint-Pieters-Woluwe woont ;
6. **Op de afgifte van Belgische reisdocumenten voor staatlozen, vluchtelingen en vreemdelingen die geen reisdocument kunnen bekomen bij hun eigen nationale overheid of bij een internationale instantie :**
 - 6.1. Voor personen tot 18 jaar
10,00 EUR ;
 - 6.2. Voor personen vanaf 18 jaar
20,00 EUR ;
7. **Op de afgifte van bestuursdocumenten aan de vreemdelingen :**
 - 7.1. Identiteitsbewijzen voor kinderen van buitenlandse nationaliteit onder de 12 jaar
2,00 EUR ;
 - 7.2. Elektronische identiteitskaarten aan kinderen van buitenlandse nationaliteit onder de 12 jaar
 - 7.2.1. Normale procedure
3,30 EUR ;
 - 7.2.2. Spoedprocedure (levering aan de gemeente of bij de FOD Binnenlandse Zaken)
8,10 EUR ;
 - 7.3. Kosten voor het openen en de follow-up van een dossier
10,00 EUR per persoon ;
 - 7.4. Attesten van immatriculatie

- 15,00 EUR voor een verblijfsvergunning ;
- 5,00 EUR voor een verlenging ;

7.5. Elektronische verblijfsvergunningen

7.5.1. Normale procedure

- 7,80 EUR voor een verblijfsvergunning bedoeld in artikel 1, lid 1, 4°, a) tot e), m) en n) van het koninklijk besluit van 15.03.2013 ;
- 8,30 EUR voor een verblijfsvergunning bedoeld in artikel 1, lid 1, 4°, f) tot l) van het koninklijk besluit van 15.03.2013 ;
- 7,80 EUR voor een verblijfsvergunning voor de begunstigden van het terugtrekkingsakkoord bedoeld in artikel 31, 14° en 15° van het koninklijk besluit van 24.12.2020 ;

7.5.2. Spoedprocedure

- 18,10 EUR voor een verblijfsvergunning bedoeld in artikel 1, lid 1, 4°, a) tot n) van het koninklijk besluit van 15.03.2013 ;
- 18,10 EUR voor een verblijfsvergunning voor de begunstigden van het terugtrekkingsakkoord bedoeld in artikel 31, 14° en 15° van het koninklijk besluit van 24.12.2020 ;

7.6. Bijlagen 3 en 3ter - Aankomst- en aanwezigheidsverklaringen en ontvangstbewijs 9bis

15,00 EUR ;

7.7. Bijlagen 3bis - Verbintenis tot tenlasteneming

10,00 EUR ;

7.8. Bijlagen 3septies - Erkenning van het recht op verblijf van meer dan drie maanden van de burger van de Unie : Seizoenarbeider - student

10,00 EUR ;

7.9. Bijlagen 15 - Attest van verblijf

10,00 EUR ;

7.10. Bijlagen 15bis - Ontvangstbewijs van een aanvraag voor toelating tot verblijf

10,00 EUR ;

7.11. Bijlagen 16 - Aanvraag van machtiging tot vestiging of tot het verkrijgen van de status van langdurig ingezetene

10,00 EUR ;

7.12. Bijlagen 18 - Attest van vertrek

10,00 EUR ;

7.13. Bijlagen 19 - Aanvraag van een verklaring van inschrijving of van een identiteitskaart voor vreemdelingen in de hoedanigheid van Zwitserse onderdaan

10,00 EUR ;

7.14. Bijlagen 19ter - Aanvraag voor een verblijfskaart van een familielid van een burger van de Europese Unie of voor een identiteitskaart voor vreemdelingen, in de hoedanigheid van familielid van een Zwitserse onderdaan

10,00 EUR ;

7.15. Bijlagen 22 - Aanvraag om duurzaam verblijf

10,00 EUR ;

7.16. Bijlagen 32 en 32bis - Verbintenis tot tenlasteneming voor studenten

10,00 EUR ;

7.17. Bijlagen 33 en 33ter - Verblijfsdocumenten

10,00 EUR ;

7.18. Bijlagen 35 - Bijzondere verblijfsdocumenten

10,00 EUR ;

7.19. Bijlagen 41bis - Bewijs van ontvangst van een aanvraag voor een machtiging tot verblijf

- 10,00 EUR ;
7.20. Bijlagen 49 - Attest
10,00 EUR ;
7.21. Bijlagen 50 - Attest van indiening van een aanvraag voor verlenging van het verblijf
10,00 EUR ;
7.22. Bijlagen 51 - Voorlopig verblijfsdocument
10,00 EUR ;
7.23. Bijlagen 56 : Attest voor begunstigden van het terugtrekkingsakkoord - verblijf
10,00 EUR ;
7.24. Bijlagen 58 : Aanvraag voor een status van begunstigde van het terugtrekkingsakkoord
10,00 EUR ;
7.25. Werkvergunningen
10,00 EUR ;
7.26. Indienen en follow-up van een dossier van aanvraag tot verblijf (artikel 25/2 van het koninklijk besluit van 08.10.1981 en artikels 9bis, 10 en 12bis van de wet van 15.12.1980)
50,00 EUR per dossier ;
8. **Op de afgifte van rijbewijzen :**
8.1. Rijbewijs van elk type of model, voorlopig of definitief
8,00 EUR ;
8.2. Omwisseling van een buitenlands rijbewijs
12,00 EUR ;
8.3. Duplicaat, verandering van categorie, enz.
8,00 EUR ;
8.4. Internationaal rijbewijs
12,00 EUR ;
9. **Op de legalisatie van handtekeningen :**
10,00 EUR per legalisatie ;
10. **Op de voor eensluidend verklaarde afschriften :**
10,00 EUR ;
11. **Op het indienen en de follow-up van een dossier betreffende de nationaliteit :**
50,00 EUR ;
12. **Op de confectie en de afgifte van trouwboekjes :**
25,00 EUR ;
13. **Op de afgifte van een attest wettelijke samenwoning :**
20,00 EUR ;
14. **Op het indienen en de opvolging van een dossier van erkenning inzake het onderzoek naar het vaderschap, moederschap en meemoederschap :**
20,00 EUR ;
15. **Op de aanvraag tot inschrijving van een buitenlandse akte van de burgerlijke stand of van een buitenlandse rechterlijke of administratieve beslissing in de "Databank voor de Akten van Burgerlijke Stand" (DABS) die wordt gebruikt als basis voor de inschrijving of bijwerking in het bevolkings-, vreemdelingen- of wachtregister of voor de opmaking of wijziging van een akte van de burgerlijke stand :**
50,00 EUR ;
16. **Op het indienen en de opvolging van een dossier inzake verandering van voornamen :**
490,00 EUR ;
De belasting mag echter verminderd worden tot 49,00 EUR in de volgende

gevallen :

- wanneer de persoon overtuigd is dat het geslacht vermeld in zijn geboorteakte niet overeenstemt met zijn innerlijk beleefde genderidentiteit.

Dit verzoek moet vergezeld zijn van een verklaring op eer ;

- wanneer de voornaam belachelijk klinkt ;

- wanneer de voornaam vreemd klinkt ;

- wanneer de voornaam verwarring schept ;

- wanneer de voornaam slechts gewijzigd wordt door de toevoeging of de verwijdering van een diakritisch teken of leesteken ;

- wanneer de voornaam afgekort is ;

17. Op het indienen en de opvolging van een dossier inzake verandering van naam :

140,00 EUR ;

18. Op de afgifte van stedenbouwkundige inlichtingen :

80,00 EUR ;

Het bedrag van de retributie wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen in overeenstemming met de ordonnantie van 30.11.2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 05.06.1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen ;

19. Op de afgifte van documenten met persoonsgegevens vermeld in een gegevensbestand met betrekking tot de persoon die om de mededeling vraagt :

10,00 EUR ongeacht het bestandsaantal waarvoor de mededeling gevraagd is ;

20. Op de inschrijving in de gemeenteregisters na een afvoering van ambtswege :

50,00 EUR.

Artikel 4.-

De aanslagvoeten van de belasting worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.

Behalve voor de stedenbouwkundige inlichtingen, worden deze voor het lopende aanslagjaar berekend volgens de volgende formule :

basisaanslagvoet x nieuw indexcijfer

basisindexcijfer

De basisaanslagvoet is het initiële bedrag dat in onderhavig belastingreglement wordt vastgesteld.

De basisindex is de index voor november 2022.

De nieuwe index is de index voor november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van 10 cent.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 5.-

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die het document aanvraagt.

In geval van een verzoek tot annulering van een dossier, om welke reden dan ook, wordt geen terugbetaling gedaan.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 6.-

Zijn van de belasting vrijgesteld :

- a. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan de particulieren ter bestemming van het O.C.M.W. ;
- b. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde

- afschriften afgegeven aan particulieren inzake belastingen, wettelijk pensioen, ereonderscheiding, hypotheeklening, aanvraag van gewestelijke premies, aanvraag van studiebeurzen, sociale uitkeringen (kinderbijslag, uitkeringen aan gehandicapten), mutualiteit, sociaal tarief (sociaal telefoontarief, solidariteitstarief, ...) evenals deze afgegeven aan de personen die op zoek zijn naar een sociale woning ;
- c. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan werklozen en jonge werkzoekenden in wachtperiode van werkloosheidsuitkering, op vertoon van enerzijds hun controleschrift C 3 A en, anderzijds, van hun document A 23, en dit enkel voor het zoeken naar werk, evenals deze afgegeven in het kader van het behoud van een werk ;
 - d. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven in het kader van een humanitaire actie en van vrijwilligerswerk ;
 - e. de legalisaties van handtekeningen en de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan personen waarvan de behoefteigheid behoorlijk werd vastgesteld ;
 - f. de aanvraag tot inschrijving van een buitenlandse overlijdensakte in de "Databank voor de Akten van Burgerlijke Stand" (DABS) die wordt gebruikt als basis voor de inschrijving of bijwerking in het bevolkings-, vreemdelingen- of wachtregister of voor de opmaking of wijziging van een akte van de burgerlijke stand.

INVORDERING

Artikel 7.-

De belasting moet worden betaald binnen 15 dagen na de verzending van de betalingsaanvraag.

Als de contante inning niet mogelijk is, wordt de belasting een kohierbelasting die onmiddellijk opeisbaar is.

Artikel 8.-

Bij gebrek aan de volledige betaling van de belasting, wordt de belastingplichtige per aangetekende brief gedagvaard om de verschuldigde belasting te betalen.

De kosten van de aangetekende zending zijn ten laste van de schuldenaar of medeschuldenaar.

Artikel 9.-

De bepalingen betreffende de verwijlntresten inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten zijn van toepassing.

Artikel 10.-

In geval van niet-betaling binnen de voorgeschreven termijnen wordt een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op verzoek van de Gemeenteontvanger door de overhandiging van een uittreksel uit het kohier met vermelding van de datum van uitvoerbaarverklaring van dit kohier en een kopie van het aanslagbiljet.

BEZWAREN

Artikel 11.-

Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen en, op straffe van verval, moet worden ingediend binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf hetzij de datum van de kennisgeving van de belasting, hetzij de datum van de contante inning, hetzij de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Het moet ondertekend en gemotiveerd worden door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vermelden in het bezwaar.

Artikel 12.-

Een ontvangstmelding wordt gestuurd aan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger binnen 15 kalenderdagen na de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 13.-

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd op een hoorzitting.

Het College van Burgemeester en Schepenen of elke persoon die het heeft aangesteld, deelt aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger de datum van de hoorzitting mee, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd kan worden. Deze mededeling geschiedt ten minste 15 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting.

De aanwezigheid op de hoorzitting moet door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger aan het College van Burgemeester en Schepenen of de persoon die het heeft aangesteld, schriftelijk en ten minste 7 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting bevestigd worden.

Artikel 14.-

Binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift, doet het College van Burgemeester en Schepenen uitspraak op basis van een met redenen omklede beslissing.

Deze termijn wordt met 3 maanden verlengd als de betwiste aanslag ambtshalve werd gevestigd.

De beslissing wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger.

Deze brief vermeldt de instantie waarbij beroep kan worden ingesteld, evenals de ter zake geldende termijn en vormen.

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen is onherroepelijk wanneer het beroep niet tijdig bij de bevoegde instantie is ingesteld.

Artikel 15.-

Tegen de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen of bij gebrek aan beslissing binnen de in artikel 14 bedoelde termijnen, kan beroep worden ingesteld bij de Rechtbank van Eerste Aanleg.

Het vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg is vatbaar voor verzet of beroep.

Tegen het arrest van het Hof van Beroep kan cassatieberoep worden ingesteld.

De vormen, de termijnen en de procedure voor deze beroepen worden geregeld zoals inzake rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle betrokken partijen.

Artikel 16.-

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 03.04.2014 en voor alle aangelegenheden die niet door deze verordening worden geregeld, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikels 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek, voor zover zij niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of naar alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale belastingen, van toepassing op de gemeentelijke belastingen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

16.12.2024/A/0026 **CC - Conseil de l'Action Sociale - Election des membres**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 08.07.1976 organique des centres publics d'action sociale, telle que modifiée en particulier par l'ordonnance du 14.03.2019 de la Commission Communautaire Commune de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant le jour de l'élection des membres des conseils de l'action sociale ;

Attendu que conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 08.07.1976 précitée, l'élection des membres du Conseil de l'Action Sociale a lieu en séance publique le troisième lundi, qui suit l'installation du Conseil communal tenu de procéder à l'élection du Conseil de l'Action Sociale ;

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 08.07.1976 précitée, le Conseil de l'Action Sociale de la commune de Woluwe-Saint-Pierre est composé de 11 membres effectifs ;

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 08.07.1976 précitée, chaque membre présent du Conseil communal dispose de 6 voix ;

Vu les actes de présentation de candidats, au nombre de 4, introduits conformément aux dispositions des articles 2, 4 et 5 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale du 05.09.2024 fixant les modalités et la procédure pour la présentation et l'élection des membres du conseil de l'action sociale, introduits également conformément aux dispositions de l'article 11 § 1 de la loi du 08.07.1976 précitée ;

Vu l'article 17, alinéa 2 de la loi du 08.07.1976 précitée, telle que modifiée en particulier par l'ordonnance du 14.03.2019 de la Commission Communautaire Commune de la Région de Bruxelles-Capitale qui prévoit que deux candidats suppléants qui se suivent sur l'acte de présentation sont de sexe différent ;

Considérant que ces actes, respectivement, présentent les candidats mentionnés ci-après et sont signés par les Conseillers communaux qui les présentent :

| 1er acte de présentation de candidats | |
|--|---|
| a. Noms des candidats-membres effectifs ; | Noms de leurs candidats-membres suppléants ; |
| DELVAUX Anne | 1. DE PLAEN Henri 2. NIKOLOVA Margarita |
| DOSI Daniele | 1. NIKOLOVA Margarita 2. FRANCK Cédric |
| de CLIPPELE Martine | 1. NIKOLOVA Margarita 2. FRANCK Cédric |
| DE PLAEN Henri | 1. NIKOLOVA Margarita 2. FRANCK Cédric |
| LÜTHI POTIEAU Fabienne | 1. FRANCK Cédric 2. NIKOLOVA Margarita |
| CHODA Laurent | 1. BINET Stéphane 2. JANSSENS Marie-Paule |
| GODHAIRD-STERCKX Muriel | 1. SALLÉ Christine 2. BINET Stéphane |

| | |
|--|---|
| BINET Stéphane | 1. JANSSENS Marie-Paule 2. VAN den EYNDE Quentin |
| van HOEYMISSEN Jenny | 1. LAMY Damien 2. SALLÉ Christine |
| VAN den EYNDE Quentin | 1. CHODA Laurent 2. JANSSENS Marie-Paule |
| d'URSEL Anne-Charlotte | 1. HARMEL Nicolas 2. JANSSENS Marie-Paule |
| b. Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation : | |
| CEREXHE Benoit, de CALLATAY Françoise, PIRSON Alexandre, LUWANA Martine, CRUYSMANS Marie | |
| DALLEMAGNE Georges, DE BEUKELAER Christophe, VERHEYEN Tanguy, DUJARDIN Etienne, BERTRAND Alexia, SALLÉ Christine, DEJONGHE Carla, d'URSEL A. Charlotte, HARMEL Dominique, DE KEYSER Damien, FOUARGE Emmanuel, GODHAIRD Muriel, | |
| 2ème acte de présentation de candidats : | |
| a. Noms des candidats-membres effectifs : | Noms de leurs candidats-membres suppléants : |
| MENDOZA-ROSENDE Victor | 1. VANDER HEYDEN Jean-Louis 2. POSTELMANS Gerda |
| TIHON Claire | 1. PLUVINAGE Michel 2. TIHON Claire |
| b. Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation : | |
| LHOIR Caroline, BERTRAND Antoine, HIERNAUX Sophie, MEKONGO ANANGA Christiane, RÔELL Florentine, WAUTERS Vincent | |
| 3ème acte de présentation de candidats : | |
| a. Noms des candidats-membres effectifs : | Noms de leurs candidats-membres suppléants : |
| SAELS Dominique | 1. BRULEIN Anne-Sophie 2. DE SMET François |
| b. Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation : | |
| DE SMET François, de PATOUL Jonathan | |
| 4ème acte de présentation de candidats : | |
| a. Noms des candidats-membres effectifs : | Noms de leurs candidats-membres suppléants : |
| CRESPO GARCIA Carlos | 1. VERGEYLEN Isabelle 2. CHAGHOUANI Nourredine |

| | |
|--|--|
| b. Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation : | |
| VAINSEL Cécile, VAESSEN Cathy | |

Considérant que le 4ème acte de présentation introduit renseignait deux candidats-membres suppléants pour le candidat-membre effectif;

Considérant que le deuxième candidat-membre suppléant renseigné n'a cependant pas accepté sa candidature via déclaration écrite, datée et signée sur ledit acte de présentation ;

Considérant, dès lors, qu'il n'a pas été tenu compte de la candidature de ce deuxième candidat-membre suppléant lors de l'arrêt de la liste des candidats arrêtée par M. le Bourgmestre ;

Vu la liste des candidats arrêtée par M. le Bourgmestre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale du 05.09.2024 précité, sur base desdits actes de présentation de candidats selon l'ordre alphabétique des candidats-membres effectifs et l'ordre précis de présentation des candidats-membres suppléants ;

Considérant que cette liste contenait certaines erreurs matérielles dues à des fautes d'orthographe dans le nom de candidats repris sur lesdits actes de présentation ;

Considérant que les dites erreurs matérielles ont été corrigées en tenant compte des noms et prénoms des candidats tels que renseignés dans les registres de l'état civil ;

Considérant, dès lors, que la liste des candidats est libellée comme suit selon l'ordre alphabétique des candidats-membres effectifs et l'ordre précis de présentation des candidats-membres suppléants :

| Candidats-membres effectifs | Candidats-membres suppléants |
|---|--|
| Noms - Prénoms | Noms - Prénoms |
| Date de naissance - Sexe | Date de naissance - Sexe |
| Résidence principale | Résidence principale |
| 1. BINET Stéphane 30.09.1961 Avenue Général de Longueville 41 | JANSSENS Marie-Paule 15.05.1949 Avenue du Manoir D'Anjou 14 Manoir d'Anjoulaan 14 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| 1. Generaal de Longuevilleaan, 41 | |

| | | | |
|--|--|----------------|---|
| | <p>Sexe: Homme Geslacht: Man</p> | 2. | <p>VAN den EYNDE Quentin 16.09.1988 Avenue de Tervueren 229 Tervurenlaan 229 Sexe: Homme Geslacht: Man</p> |
| | <p>CHODA Laurent 21.04.1970 Avenue Edmond Parmentier 207 Edmond Parmentierlaan 207 Sexe: Homme Geslacht: Man</p> | 1. 2. | <p>BINET Stéphane 30.09.1961 Avenue Général de Longueville 41 Generaal de Longuevillelaan 41 Sexe : Homme Geslacht : Man</p> <p>JANSSENS Marie-Paule 15.05.1949 Avenue du Manoir D'Anjou 14 Manoir d'Anjoulaan 14 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw</p> |
| | <p>CRESPO GARCIA Carlos 22.03.1977 Rue François Gay 83 Gaystraat 83 Sexe: Homme Geslacht: Man</p> | 3. 1. | <p>VERGEYLEN Isabelle 08.11.1973 David Van Beverstraat 1 Rue David Van Bever 1 Geslacht: Vrouw Sexe: Femme</p> |
| | <p>de CLIPPELE Martine 11.11.1963 Avenue des Ajoncs Stekelbremlaan 27 Sexe: Femme</p> | 4. 27 1. | <p>NIKOLOVA Margarita 31.05.1979 Rue Capitaine Piret 51 Kapitein Piretlaan 51 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw</p> |

| | | | |
|----|--|----|---|
| | Geslacht: Vrouw | 2. | FRANCK Cédric 07.12.1970 Avenue Xavier Henrard 15 Xavier Henrardlaan 15 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| 5. | DELVAUX Anne 02.02.1960 Rue Martin Lindekens 45 Martin Lindekensstraat 45 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw | 1. | DE PLAEN Henri 21.09.1995 Avenue Orban 136 Orbanlaan 136 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| | | 2. | NIKOLOVA Margarita 31.05.1979 Rue Capitaine Piret 51 Kapitein Piretlaan 51 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| 6. | DE PLAEN Henri 21.09.1995 Avenue Orban 136 Orbanlaan 136 Sexe: Homme Geslacht: Man | 1. | NIKOLOVA Margarita 31.05.1979 Rue Capitaine Piret 51 Kapitein Piretlaan 51 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| | | 2. | FRANCK Cédric 07.12.1970 Avenue Xavier Henrard 15 Xavier Henrardlaan 15 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| 7. | DOSI Daniele 07.04.1982 Rue au Bois 343 Bosstraat 343 Sexe: Homme Geslacht: Man | 1. | NIKOLOVA Margarita 31.05.1979 Rue Capitaine Piret 51 Kapitein Piretlaan 51 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |

| | | | |
|----|---|----|--|
| | | | FRANCK Cédric 07.12.1970 Avenue Xavier Henrard 15 Xavier Henrardlaan 15 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| | | 2. | |
| | d'URSEL Anne-Charlotte 29.11.1967 | 1. | HARMEL Nicolas 23.12.1984 Avenue Louis Jasmin 294 Louis Jasminlaan 294 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| 8. | Avenue des Mille Mètres, 1 Duizend Meterlaan 1 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw | 2. | JANSSENS Marie-Paule 15.05.1949 Avenue du Manoir D'Anjou 14 Manoir d'Anjoulaan 14 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| | | 1. | SALLÉ Christine 06.01.1971 Avenue Crokaert 168 Crokaertlaan 168 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| | GODHAIRD-STERCKX Muriel 29.04.1968 | 1. | |
| 9. | Avenue Orban 150 Orbanlaan 150 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw | 2. | BINET Stéphane 30.09.1961 Avenue Général de Longueville 41 Generaal de Longuevillelaan 41 Sexe : Homme Geslacht : Man |
| | | 1. | FRANCK Cédric 07.12.1970 Avenue Xavier Henrard 15 Xavier Henrardlaan 15 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| 10 | LÜTHI POTIAU Fabienne 16.10.1950 Rue Jean Gérard Eggerick 7 Jean Gérard Eggericxstraat 7 | | |

| | | |
|----|---|---|
| | <p>Sexe: Femme Geslacht: Vrouw</p> | <p>2.</p> <p>NIKOLOVA Margarita 31.05.1979 Rue Capitaine Piret 51 Kapitein Piretlaan 51 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw</p> |
| 11 | <p>MENDOZA-ROSENDE Victor 22.07.2003 Avenue des Alouettes 18 Leeuwerikenlaan 18 Sexe: Homme Geslacht: Man</p> | <p>1.</p> <p>VANDER HEYDEN Jean-Louis 15.02.1948 Rue E. Mertens 70 E. Mertensstraat 70 Sexe: Homme Geslacht: Man</p> |
| | | <p>2.</p> <p>POSTELMANS Gerda 17.10.1953 Coursive Plein Ciel 50 Openlucht wandelgang 50 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw</p> |
| 12 | <p>SAELS Dominique 15.01.1968 Rue Louis Titeca 28 Titecastraat 28 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw</p> | <p>1.</p> <p>BRULEIN Anne-Sophie 21.05.1985 Rue de la Cambre 165 Cambrestraat 165 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw</p> |
| | | <p>2.</p> <p>DE SMET François 03.05.1977 Rue des Palmiers 101 Palmboomstraat 101 Sexe: Homme Geslacht: Man</p> |
| 13 | <p>TIHON Claire 29.10.1949 Avenue Parmentier 131</p> | <p>1.</p> <p>PLUVINAGE Michel 03.04.1952 Montagne au Chaudron 11, bte 9 Ketelberg 11, bte 9 Sexe: Homme Geslacht: Man</p> |

| | | | |
|----|--|----|--|
| | Parmentierlaan 131 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw | 2. | TIHON Claire 29.10.1949 Avenue Parmentier 131 Parmentierlaan 131 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| 14 | VAN den EYNDE Quentin 16.09.1988 Avenue de Tervueren 229 Tervurenlaan 229 Sexe: Homme Geslacht: Man | 1. | CHODA Laurent 21.04.1970 Avenue Edmond Parmentier 207 Edmond Parmentierlaan 207 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| | | 2. | JANSSENS Marie-Paule 15.05.1949 Avenue du Manoir D'Anjou 14 Manoir d'Anjoulaan 14 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| 15 | VAN HOEYMISSEN Jenny 16.11.1947 J.B. Dumoulinstraat 50 Rue J.B. Dumoulin 50 Geslacht: Vrouw Sexe: Femme | 1. | LAMY Damien 22.06.1969 Mostincklaan 78 Avenue Mostinck 78 Geslacht: Man Sexe: Homme |
| | | 2. | SALLÉ Christine 06.01.1971 Avenue Crokaert 168 Crokaertlaan 168 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |

Constate que Mme. Florentine RÖELL et M. Jean-Nicolas LAURENT JOSI, conseillers communaux les deux moins âgés, assistent M. le Bourgmestre dans les opérations du scrutin et du dépouillement, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté du

Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale du 05.09.2024 précité ;

Procède en séance publique et au scrutin secret à l'élection en un seul tour des membres effectifs et des membres suppléants du Conseil de l'Action Sociale ;

Les 35 membres du Conseil communal sur un total de 35 sont présents et reçoivent chacun 6 bulletins de vote, soit un total de 210 bulletins de vote.

Le scrutin secret auquel il est procédé présente les résultats suivants :

210 bulletins distribués aux membres du Conseil communal et 210 retirés de l'urne ;

- 0 bulletins nuls ;

- 0 bulletins blancs ;

= 210 bulletins valables

Les suffrages exprimés sur ces 210 bulletins valables se répartissent comme suit :

| Nom et prénom des candidats-membres effectifs | Nombre de voix obtenues |
|---|-------------------------|
| BINET Stéphane | 0 |
| CHODA Laurent | 0 |
| CRESPO GARCIA Carlos | 18 |
| de CLIPPELE Martine | 18 |
| DELVAUX Anne | 18 |
| DE PLAEN Henri | 0 |
| DOSI Daniele | 18 |
| D'URSEL Anne-Charlotte | 18 |
| GODHAIRD-STERCKX Muriel | 18 |
| LÜTHI POTIAU Fabienne | 18 |
| MENDOZA-ROSENDE Victor | 18 |
| SAELS Dominique | 12 |
| TIHON Claire | 18 |
| VAN den EYNDE Quentin | 18 |
| VAN HOEYMISSEN Jenny | 18 |
| Total des suffrages | 210 |

Constate que les votes ont été émis en faveur de candidats-membres effectifs régulièrement présentés ;

Constate que le résultat du vote est conforme au prescrit de l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 08.07.1976 précitée dans la mesure où au moins un tiers des membres du conseil de l'action sociale sont de sexe différent ;

Constate que les candidats membres effectifs qui ont obtenus le plus de voix sont élus ;

Par conséquent, M. le Bourgmestre constate que :

| | |
|--|---|
| sont élus membres effectifs du Conseil de l'Action Sociale ; | les candidats, présentés comme suppléants pour chaque membre effectif élu, mentionné en regard, sont de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation, les suppléants de ces membres effectifs élus : |
| 1. CRESPO GARCIA Carlos | 1. VERGEYLEN Isabelle |
| 2. de CLIPPELE Martine | 1. NIKOLOVA Margarita 2. FRANCK Cédric |
| 3. DELVAUX Anne | 1. DE PLAEN Henri 2. NIKOLOVA Margarita |

| | |
|----------------------------|--|
| 4. DOSI Daniele | 1. NIKOLOVA Margarita 2. FRANCK Cédric |
| 5. d'URSEL Anne-Charlotte | 1. HARMEL Nicolas 2. JANSSENS Marie-Paule |
| 6. GODHAIRD-STERCKX Muriel | 1. SALLÉ Christine 2. BINET Stéphane |
| 7. LÜTHI POTIAU Fabienne | 1. FRANCK Cédric 2. NIKOLOVA Margarita |
| 8. MENDOZA-ROSENDE Victor | 1. VANDER HEYDEN Jean-Louis 2. POSTELMANS Gerda |
| 9. TIHON Claire | 1. PLUVINAGE Michel 2. TIHON Claire |
| 10. VAN den EYNDE Quentin | 1. CHODA Laurent 2. JANSSENS Marie-Paule |
| 11. VAN HOEYMISSEN Jenny | 1. LAMY Damien 2. SALLÉ Christine |

Les dispositions légales en matière d'incompatibilité et d'inéligibilité dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions de membre effectif et de membre suppléant du Conseil de l'Action Sociale ayant été rappelées aux intéressés et leur respect confirmé par ces derniers au moyen de déclarations sur l'honneur, M. le Bourgmestre en conclut :

- que les conditions d'éligibilité sont réunies par :
 - o les 11 candidats-membres effectifs élus ;
 - o les 14 candidats-membres suppléants de plein droit de ces 11 candidats-membres effectifs élus ;
- qu'aucun membre effectif ne se trouve dans un cas d'incompatibilité prévu par la loi du 08.07.1976 précitée ;

Ce procès-verbal sera adressé en double exemplaire au Collège visé par l'article 83 quinquies § 2 de la loi spéciale du 12.01.1989 relative aux institutions bruxelloises, conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi du 08.07.1976 organique des centres publics d'action sociale et de l'article 15 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale du 05.09.2024 fixant les modalités et la procédure pour la présentation et l'élection des membres du conseil de l'action sociale ;

Conformément aux dispositions de l'article 11 § 2 de la loi du 08.07.1976 et de l'article 14 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale du 05.09.2024 fixant les modalités et la procédure pour la présentation et l'élection des membres du conseil de l'action sociale, M. le Bourgmestre proclame, en séance publique, le résultat de l'élection des membres effectifs et des membres suppléants du Conseil de l'Action Sociale, tel que repris ci-avant au procès-verbal.

Pour le Conseil communal

| | | |
|--------------------------|---|-----------------|
| La Secrétaire communale, | Les Conseillers communaux- assesseurs, | Le Bourgmestre, |
|--------------------------|---|-----------------|

| | | | |
|-------------------|----------|--------------------|------------|
| F. van LAMSWEERDE | F. RÖELL | J.-N. LAURENT JOSI | B. CEREXHE |
|-------------------|----------|--------------------|------------|

Le Conseil approuve le projet de délibération.

GR - Raad voor Maatschappelijk Welzijn - Verkiezing van de leden

DE RAAD,

Gelet op de wet van 08.07.1976 betreffende de organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals met name gewijzigd door de ordonnantie van 14.03.2019 van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van de verkiezingsdag van de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn ;

Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 van voornoemde wet van 08.07.1976, de verkiezing van de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn plaatsheeft in openbare zitting, op derde maandag volgend op de installatie van de Gemeenteraad die tot de verkiezing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn moet overgaan ;

Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van voornoemde wet van 08.07.1976, de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe samengesteld is uit 11 effectieve leden ;

Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 13 van voornoemde wet van 08.07.1976, elk aanwezig lid van de Gemeenteraad 6 stemmen heeft ;

Gelet op de akten van voordracht van de kandidaten, die met 4 zijn, voorgelegd overeenkomstig de bepalingen van artikels 2, 4 en 5 van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie Brussel-Hoofdstad van 05.09.2024 tot bepaling van de modaliteiten en de procedure voor de voordracht en de verkiezing van de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn, eveneens voorgelegd overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 § 1 van voornoemde wet van 08.07.1976 ;

Gelet op artikel 17, lid 2 van voornoemde wet van 08.07.1976, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 14.03.2019 van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die bepaalt dat twee plaatsvervangende kandidaten, die elkaar opvolgen op de akte van voordracht, van verschillend geslacht moeten zijn ;

Overwegende dat deze akten respectievelijk de hierna vermelde kandidaten voordragen, en worden ondertekend door de Gemeenteraadsleden die hen voordragen :

| 1ste akte van voordracht van kandidaten | |
|---|--|
| a. <u>Namen van de kandidaat-effectieve leden :</u> | <u>Namen van hun kandidaat-opvolgers :</u> |
| DELVAUX Anne | 1. DE PLAEN Henri |
| | 2. NIKOLOVA Margarita |
| DOSI Daniele | 1. NIKOLOVA Margarita |
| | 2. FRANCK Cédric |
| de CLIPPELE Martine | 1. NIKOLOVA Margarita |
| | 2. FRANCK Cédric |

| | |
|--|--|
| DE PLAEN Henri | 1. NIKOLOVA Margarita |
| | 2. FRANCK Cédric |
| LÜTHI POTIEAU Fabienne | 1. FRANCK Cédric |
| | 2. NIKOLOVA Margarita |
| CHODA Laurent | 1. BINET Stéphane |
| | 2. JANSSENS Marie-Paule |
| GODHAIRD-STERCKX Muriel | 1. SALLÉ Christine |
| | 2. BINET Stéphane |
| BINET Stéphane | 1. JANSSENS Marie-Paule |
| | 2. VAN den EYNDE Quentin |
| van HOEYMISSEN Jenny | 1. LAMY Damien |
| | 2. SALLÉ Christine |
| VAN den EYNDE Quentin | 1. CHODA Laurent |
| | 2. JANSSENS Marie-Paule |
| d'URSEL Anne-Charlotte | 1. HARMEL Nicolas |
| | 2. JANSSENS Marie-Paule |
| <u>b. Namen van de Gemeenteraadsleden die de voordracht hebben gedaan :</u> | |
| CEREXHE Benoit, de CALLATAY Françoise, PIRSON Alexandre, LUWANA Martine, CRUYSMANS Marie DALLEMAGNE Georges, DE BEUKELAER Christophe, VERHEYEN Tanguy, DUJARDIN Etienne, BERTRAND Alexia, SALLÉ Christine, DEJONGHE Carla, d'URSEL A. Charlotte, HARMEL Dominique, DE KEYSER Damien, FOUARGE Emmanuel, GODHAIRD Muriel, | |
| 2de akte van voordracht van kandidaten : | |
| <u>a. Namen van de kandidaat-effectieve leden :</u> | <u>Namen van hun kandidaat-opvolgers :</u> |
| MENDOZA-ROSENDE Victor | 1. VANDER HEYDEN Jean-Louis |
| | 2. POSTELMANS Gerda |
| TIHON Claire | 1. PLUVINAGE Michel |
| | 2. TIHON Claire |
| <u>b. Namen van de Gemeenteraadsleden die de voordracht hebben gedaan :</u> | |

| | |
|---|--|
| LHOIR Caroline, BERTRAND Antoine, HIERNAUX Sophie, MEKONGO ANANGA Christiane, RÖELL Florentine, WAUTERS Vincent | |
| 3de akte van voordracht van kandidaten : | |
| <u>a. Namen van de kandidaat-effectieve leden :</u> | <u>Namen van hun kandidaat-opvolgers :</u> |
| SAELS Dominique | 1. BRULEIN Anne-Sophie |
| | 2. DE SMET François |
| <u>b. Namen van de Gemeenteraadsleden die de voordracht hebben gedaan :</u> | |
| DE SMET François, de PATOUL Jonathan | |
| 4de akte van voordracht van kandidaten : | |
| <u>a. Namen van de kandidaat-effectieve leden :</u> | <u>Namen van hun kandidaat-opvolgers :</u> |
| CRESPO GARCIA Carlos | 1. VERGEYLEN Isabelle |
| | 2. CHAGHOUANI Nourredine |
| <u>b. Namen van de Gemeenteraadsleden die de voordracht hebben gedaan :</u> | |
| VAINSEL Cécile, VAESSEN Cathy | |

Overwegende dat de 4de akte van voordracht twee kandidaat-opvolgers vermeldde voor het kandidaat-effectief lid ;

Overwegende dat het aangegeven tweede kandidaat-opvolger zijn kandidatuur evenwel niet heeft aanvaard door middel van een schriftelijke, gedateerde en ondertekende verklaring op voornoemde akte van voordracht ;

Overwegende dat er derhalve geen rekening werd gehouden met de kandidatuur van deze tweede kandidaat-opvolger bij de vastlegging van de kandidatenlijst door Dhr. Burgemeester ;

Gelet op de kandidatenlijst opgesteld door Dhr. Burgemeester, overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van het voornoemde besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie Brussel-Hoofdstad van 05.09.2024, op basis van de voornoemde akten van voordracht van kandidaten volgens de alfabetische volgorde van de kandidaat-effectieve leden en de precieze volgorde van voordracht van de kandidaten-opvolgers ;

Overwegende dat deze lijst materiële fouten bevatte als gevolg van spelfouten in de naam van de kandidaten die op één van de genoemde akten van voordracht stonden ;

Overwegende dat de genoemde materiële fouten werden verbeterd, rekening houdend met de voor- en achternamen van de kandidaten zoals die zijn ingeschreven in de registers van de burgerlijke stand ;

Overwegende dat de kandidatenlijst als volgt is opgesteld, volgens de alfabetische volgorde van de kandidaat-effectieve leden en de precieze volgorde van voordracht van

de kandidaten-opvolgers :

| Kandidaat-effectieve leden | | Kandidaat-opvolgers |
|---|----|--|
| Namen - Voornamen Geboortedatum - Geslacht Hoofdverblijfplaats | | Namen - Voornamen Geboortedatum - Geslacht Hoofdverblijfplaats |
| <p>1.</p> <p>BINET Stéphane 30.09.1961 Avenue Général de Longueville 41 Generaal de Longuevillelaan, 41 Sexe: Homme Geslacht: Man</p> | 1. | <p>JANSSENS Marie-Paule 15.05.1949 Avenue du Manoir D'Anjou 14 Manoir d'Anjoulaan 14 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw</p> |
| | 2. | <p>VAN den EYNDE Quentin 16.09.1988 Avenue de Tervueren 229 Tervurenlaan 229 Sexe: Homme Geslacht: Man</p> |
| <p>2.</p> <p>CHODA Laurent 21.04.1970 Avenue Edmond Parmentier 207 Edmond Parmentierlaan 207 Sexe: Homme Geslacht: Man</p> | 1. | <p>Stéphane BINET 30.09.1961 Avenue Général de Longueville 41 Generaal de Longuevillelaan 41 Sexe : Homme Geslacht : Man</p> |
| | 2. | <p>JANSSENS Marie-Paule 15.05.1949 Avenue du Manoir D'Anjou 14 Manoir d'Anjoulaan 14 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw</p> |
| <p>3.</p> <p>CRESPO GARCIA Carlos 22.03.1977 Rue François Gay 83 François Gaystraat 83 Sexe: Homme Geslacht: Man</p> | 1. | <p>VERGEYLEN Isabelle 08.11.1973 David Van Beverstraat 1 Rue David Van Bever 1 Geslacht: Vrouw Sexe: Femme</p> |

| | | | |
|---------|--|----|---|
| 4 27 | de CLIPPELE Martine 11.11.1963 Avenue des Ajoncs Stekelbremlaan 27 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw | 1. | NIKOLOVA Margarita 31.05.1979 Rue Capitaine Piret 51 Kapitein Piretlaan 51 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| | | 2. | FRANCK Cédric 07.12.1970 Avenue Xavier Henrard 15 Xavier Henrardlaan 15 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| 5 | DELVAUX Anne 02.02.1960 Rue Martin Lindekens 45 Martin Lindekensstraat 45 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw | 1. | DE PLAEN Henri 21.09.1995 Avenue Orban 136 Orbanlaan 136 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| | | 2. | NIKOLOVA Margarita 31.05.1979 Rue Capitaine Piret 51 Kapitein Piretlaan 51 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| 6 | DE PLAEN Henri 21.09.1995 Avenue Orban 136 Orbanlaan 136 Sexe: Homme Geslacht: Man | 1. | NIKOLOVA Margarita 31.05.1979 Rue Capitaine Piret 51 Kapitein Piretlaan 51 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| | | 2. | FRANCK Cédric 07.12.1970 Avenue Xavier Henrard 15 Xavier Henrardlaan 15 Sexe: Homme Geslacht: Man |

| | | | |
|---|--|----|---|
| 7 | DOSI Daniele 07.04.1982 Rue au Bois 343 Bosstraat 343 Sexe: Homme Geslacht: Man | 1. | NIKOLOVA Margarita 31.05.1979 Rue Capitaine Piret 51 Kapitein Piretlaan 51 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| | | 2. | FRANCK Cédric 07.12.1970 Avenue Xavier Henrard 15 Xavier Henrardlaan 15 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| 8 | d'URSEL Anne-Charlotte 29.11.1967 Avenue des Mille Mètres, 1 Duizend Meterlaan 1 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw | 1. | HARMEL Nicolas 23.12.1984 Avenue Louis Jasmin 294 Louis Jasminlaan 294 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| | | 2. | JANSSENS Marie-Paule 15.05.1949 Avenue du Manoir D'Anjou 14 Manoir d'Anjoulaan 14 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| 9 | GODHAIRD-STERCKX Muriel 29.04.1968 Avenue Orban 150 Orbanlaan 150 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw | 1. | SALLÉ Christine 06.01.1971 Avenue Crokaert 168 Crokaertlaan 168 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| | | 2. | BINET Stéphane 30.09.1961 Avenue Général de Longueville 41 Generaal de Longuevillelaan 41 Sexe : Homme Geslacht: Man |

| | | | |
|--------|--|----|---|
| 1 0 | LÜTHI POTIAU Fabienne 16.10.1950 Rue Jean Gérard Eggerick 7 Jean Gérard Eggericxstraat 7 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw | 1. | FRANCK Cédric 07.12.1970 Avenue Xavier Henrard 15 Xavier Henrardlaan 15 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| | | 2. | NIKOLOVA Margarita 31.05.1979 Rue Capitaine Piret 51 Kapitein Piretlaan 51 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| 1 1 | MENDOZA-ROSENDE Victor 22.07.2003 Avenue des Alouettes 18 Leeuwerikenlaan 18 Sexe: Homme Geslacht: Man | 1. | VANDER HEYDEN Jean-Louis 15.02.1948 Rue E. Mertens 70 E. Mertensstraat 70 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| | | 2. | POSTELMANS Gerda 17.10.1953 Coursive Plein Ciel 50 Openluchtkanaal 50 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| 1 2 | SAELS Dominique 15.01.1968 Rue Louis Titeca 28 Louis Titecastraat 28 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw | 1. | BRULEIN Anne-Sophie 21.05.1985 Rue de la Cambre 165 Terkamerenstraat 165 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| | | 2. | DE SMET François 03.05.1977 Rue des Palmiers 101 Palmboomstraat 101 Sexe: Homme Geslacht: Man |

| | | | |
|--------|--|----|--|
| 1 3 | TIHON Claire 29.10.1949 Avenue Parmentier 131 Parmentierlaan 131 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw | 1. | PLUVINAGE Michel 03.04.1952 Montagne au Chaudron 11, bte 9 Ketelberg 11, bus 9 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| | | 2. | TIHON Claire 29.10.1949 Avenue Parmentier 131 Parmentierlaan 131 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| 1 4 | VAN den EYNDE Quentin 16.09.1988 Avenue de Tervueren 229 Tervurenlaan 229 Sexe: Homme Geslacht: Man | 1. | CHODA Laurent 21.04.1970 Avenue Edmond Parmentier 207 Edmond Parmentierlaan 207 Sexe: Homme Geslacht: Man |
| | | 2. | JANSSENS Marie-Paule 15.05.1949 Avenue du Manoir D'Anjou 14 Manoir d'Anjoulaan 14 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |
| 1 5 | VAN HOEYMISSEN Jenny 16.11.1947 J.B. Dumoulinstraat 50 Rue J.B. Dumoulin 50 Geslacht: Vrouw Sexe: Femme | 1. | LAMY Damien 22.06.1969 Mostincklaan 78 Avenue Mostinck 78 Geslacht: Man Sexe: Homme |
| | | 2. | SALLÉ Christine 06.01.1971 Avenue Crokaert 168 Crokaertlaan 168 Sexe: Femme Geslacht: Vrouw |

Stelt vast dat Mevr. Florentine RÖELL en Dhr. Jean-Nicolas LAURENT JOSI, de twee jongste gemeenteraadsleden, Dhr. Burgemeester bijstaan bij de stemming en het tellen van de stemmen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 10 van bovengenoemd Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie Brussel-Hoofdstad van 05.09.2024 ;

Gaat in openbare zitting en bij geheime stemming over tot de verkiezing, in één enkele ronde, van de effectieve leden en hun opvolgers van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn ;

De 35 aanwezige Gemeenteraadsleden op een totaal van 35 krijgen elk 6 stembiljetten, dus in totaal 210 stembiljetten.

De geheime stemming waartoe wordt overgegaan, vertoont de volgende resultaten :

210 stembiljetten uitgedeeld aan de Gemeenteraadsleden en 210 uit de stembus gehaald ;

- 0 nietige stembiljetten ;

- 0 blanco stembiljetten ;

= 210 geldige stembiljetten

De stemmen uitgebracht op de 210 geldige biljetten zijn als volgt verdeeld :

| Naam en voornaam van de kandidaat-effectieve leden | Aantal behaalde stemmen |
|--|-------------------------|
| BINET Stéphane | 0 |
| CHODA Laurent | 0 |
| CRESPO GARCIA Carlos | 18 |
| de CLIPPELE Martine | 18 |
| DELVAUX Anne | 18 |
| DE PLAEN Henri | 0 |
| DOSI Daniele | 18 |
| D'URSEL Anne-Charlotte | 18 |
| GODHAIRD-STERCKX Muriel | 18 |
| LÜTHI POTIAU Fabienne | 18 |
| MENDOZA-ROSENDE Victor | 18 |
| SAELS Dominique | 12 |
| TIHON Claire | 18 |
| VAN den EYNDE Quentin | 18 |
| VAN HOEYMISSEN Jenny | 18 |
| Totaal aantal stemmen | 210 |

Stelt vast dat de stemmen uitgebracht werden ten voordele van de kandidaat-effectieve leden die volgens de regels werden voorgedragen;

Stelt vast dat het resultaat van de stemming voldoet aan de vereisten van artikel 11, § 1, van voornoemde wet van 08.07.1976 voor zover ten minste een derde van de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van verschillend geslacht is ;

Stelt vast dat de kandidaat-effectieve leden die het grootste aantal stemmen hebben verkregen, verkozen zijn ;

Bijgevolg stelt Dhr. Burgemeester vast dat :

| | |
|---|---|
| Tot effectieve leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn werden verkozen : | de kandidaten, voorgedragen als opvolgers voor elk hiernaast vermeld verkozen effectief lid, zijn van rechtswege en in volgorde van de akte van voordracht opvolgers van deze verkozen effectieve leden : |
| 1. CRESPO GARCIA Carlos | 1. VERGEYLEN Isabelle |
| 2. de CLIPPELE Martine | 1. NIKOLOVA Margarita 2. FRANCK Cédric |
| 3. DELVAUX Anne | 1. DE PLAEN Henri 2. NIKOLOVA Margarita |
| 4. DOSI Daniele | 1. NIKOLOVA Margarita 2. FRANCK Cédric |
| 5. d'URSEL Anne-Charlotte | 1. HARMEL Nicolas 2. JANSSENS Marie-Paule |
| 6. GODHAIRD-STERCKX Muriel | 1. SALLÉ Christine 2. BINET Stéphane |
| 7. LÜTHI POTIAU Fabienne | 1. FRANCK Cédric 2. NIKOLOVA Margarita |
| 8. MENDOZA-ROSENDE Victor | 1. VANDER HEYDEN Jean-Louis 2. POSTELMANS Gerda |
| 9. TIHON Claire | 1. PLUVINAGE Michel 2. TIHON Claire |
| 10. VAN den EYNDE Quentin | 1. CHODA Laurent 2. JANSSENS Marie-Paule |
| 11. VAN HOEYMISSEN Jenny | 1. LAMY Damien 2. SALLÉ Christine |

Na de betrokkenen te hebben herinnerd aan de wettelijke bepalingen inzake onverenigbaarheid en onverkiesbaarheid met betrekking tot hun functie als effectief lid of plaatsvervangend lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn en na te hebben bevestigd dat zij deze hebben nageleefd door middel van verklaringen op eer, besluit Dhr. Burgemeester :

- dat de verkiesbaarheidsvoorwaarden vervuld zijn :
 - o door de 11 verkozen kandidaat-effectieve leden ;
 - o door de 14 van rechtswege verkozen kandidaat-opvolgers van deze 11 verkozen kandidaat-effectieve leden ;
- dat geen enkel effectief lid zich bevindt in een van de gevallen van onverenigbaarheid als bepaald in artikel 15 van voornoemde wet van 08.07.1976 ;

Twee exemplaren van dit proces-verbaal worden bezorgd aan het College bedoeld in artikel 83 quinquies § 2 van de bijzondere wet van 12.01.1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 18 van de wet van 08.07.1976 houdende de organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en artikel 15 van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie Brussel-Hoofdstad van 05.09.2024 tot vaststelling van de modaliteiten en de procedure voor de voordracht en verkiezing van de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn ;

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 § 2 van de wet van 08.07.1976 en artikel 14 van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie Brussel-Hoofdstad van 05.09.2024 tot vaststelling van de modaliteiten en de procedure voor de voordracht en verkiezing van de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn, heeft Dhr. Burgemeester in een openbare zitting de resultaten van de verkiezing van de effectieve leden en de plaatsvervangende leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn bekendgemaakt, zoals die in dit proces-verbaal zijn opgenomen.

Voor de Gemeenteraad

| | | |
|-------------------------------|-----------------------------------|------------------|
| De Gemeentesecretar is, | De Gemeenteraadsleden-bijzitters, | De Burgemeester, |
|-------------------------------|-----------------------------------|------------------|

| | | | |
|----------------------|----------|-----------------------|------------|
| F. van LAMSWEERDE | F. RÖELL | J.-N. LAURENT JOSI | B. CEREXHE |
|----------------------|----------|-----------------------|------------|

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Motions - Moties

16.12.2024/A/0027 **CC - Motion pour le maintien de la prise en charge de l'ensemble des chômeurs par la sécurité sociale fédérale et contre l'introduction d'une limitation dans le temps des allocations de chômage (M. Jonathan de PATOUL et M. François DE SMET, au nom du groupe DéFi)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Motion pour le maintien de la prise en charge de l'ensemble des chômeurs par la sécurité sociale fédérale et contre l'introduction d'une limitation dans le temps des allocations de chômage", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Jonathan de PATOUL et M. François DE SMET, conseillers communaux, au nom du groupe DéFi ;

ENTEND les interventions de M. Jonathan de PATOUL, Mme Florentine ROËLL et Mme Virginie VAN LIERDE, conseillers communaux et la réponse qui leur est donnée par M. Tanguy VERHEYEN et M. Dominique HARMEL, échevins ;

DECIDE de rejeter la mention suivante :

"Motion pour le maintien de la prise en charge de l'ensemble des chômeurs par la sécurité sociale fédérale et contre l'introduction d'une limitation dans le temps des allocations de chômage"

Le Conseil communal,

Considérant que la sécurité sociale fédérale organise la solidarité vis-à-vis des salarié.e.s involontairement privés d'emploi et que leur indemnisation est assumée par l'ONEM, sans limitation dans le temps pour autant que le chercheur d'emploi démontre sa disponibilité sur le marché du travail, telle que contrôlée par les services régionaux de l'emploi ;

Considérant que la loi attribue aux communes et à leur C.P.A.S. la mission de participer à l'octroi d'une aide sociale (RI, aide équivalente, etc.) afin de garantir à tous leurs habitants le droit à la dignité humaine. Cette aide sociale est conçue comme devant être résiduaire, c'est-à-dire qu'elle n'a pas vocation à se substituer aux mécanismes assurantiels fédéraux de la Sécurité sociale. Le rôle des C.P.A.S. étant de remettre ces personnes à l'emploi.

Considérant que, la presse a fait état d'une volonté, portée par la personne chargée par le Roi d'une mission de formateur d'un nouveau gouvernement fédéral, de limiter à deux ans le droit aux allocations de chômage et de réaliser ainsi des économies dans le budget fédéral de l'assurance chômage.

Considérant que l'exclusion des bénéficiaires d'allocations de chômage n'est pas de nature à les aider ou à favoriser leur retour vers l'emploi, ainsi que le démontrent de nombreuses études scientifiques ou rapports publics.

Considérant que les services régionaux de l'Emploi et de la Formation (Actiris, Bruxelles Formation et le VDAB) restent mieux armés que les services communaux et des CPAS pour accompagner, activer, former ou ré-orienter les demandeurs d'emploi vers l'emploi en tenant compte de leurs besoins et qualifications.

Considérant que les demandeurs d'emploi de longue durée sont ceux qui ont le plus de difficultés à se réinsérer sur le marché du travail.

Considérant que la formation est l'outil prioritaire à activer pour les demandeurs d'emploi. C'est en adaptant leurs compétences, leurs savoir-faire et leurs qualifications aux transitions en cours et aux besoins des entreprises que l'on pourra relever le défi des compétences et donc de l'emploi en Région bruxelloise.

Considérant que l'introduction d'une limitation dans le temps des allocations de chômage reviendrait donc à fragiliser des personnes déjà précaires et à les renvoyer soit vers la solidarité familiale soit vers les CPAS.

Considérant que le renvoi de ces personnes vers les CPAS reviendrait non seulement à dégrader les droits sociaux des personnes concernées mais encore à rompre le caractère national de la solidarité vis-à-vis de celles-ci.

Considérant que cette rupture de la solidarité nationale reporte vers les communes et leur CPAS une lourde charge supplémentaire ;

Considérant que, au mois d'octobre 2024, les chiffres de Actiris confirme qu'elle compte sur Woluwe-Saint-Pierre 1611 chercheurs d'emploi inscrits. 669 chercheurs d'emploi le sont depuis plus de deux ans.

Considérant que :

- les C.P.A.S. peuvent apporter une contribution utile à la remise à l'emploi à travers des dispositifs de type article 60 et articles 61 dans la mesure des moyens financiers que les pouvoirs subsidiaires leur octroyent pour développer ce type de dispositif ;
- les C.P.A.S. et les communes n'ont pas vocation à être instrumentalisés pour forcer la mise à l'emploi de chômeurs de longue durée vers des « jobs » qui ne leur garantiraient pas le plein accès à un salaire conforme aux barèmes et à tous les droits sociaux, ce qui ne sortirait pas ces chercheurs d'emploi de la précarité ;
- le renvoi des chômeurs de longue durée vers les C.P.A.S. ferait largement perdre son sens à des dispositifs comme l'article 60, puisqu'il instaurerait pour une série de personnes une forme de carrousel entre l'aide sociale et l'assurance chômage ;

Considérant enfin que d'autres propositions portées par l'actuel formateur fédéral, dont la presse s'est fait l'écho, vont dans le sens d'un retrait de la solidarité fédérale (concernant le montant des allocations de chômage, la Grapa ou la politique migratoire et le RI...) et auraient un impact négatif sur la solidarité fédérale ainsi que sur la cohésion sociale et reviendraient à augmenter le coût de la prise en charge de

la précarité à assumer par les pouvoirs locaux et leur C.P.A.S., alors qu'ils ne disposent pas des moyens de gérer ces phénomènes.

DECIDE :

- *de réclamer le maintien de la pleine solidarité fédérale sur l'indemnisation des risques de chômage ;*
- *de s'opposer donc à un retrait des allocations de chômage après deux années de recherche active d'emploi et s'oppose à tout affaiblissement de la solidarité organisée au niveau fédéral et au sein de la Sécurité sociale ;*
- *de s'opposer à toute régionalisation de la Sécurité sociale et contre tout renvoi des bénéficiaires à charge des pouvoirs locaux ;*
- *de réclamer le maintien d'un service régional de l'Emploi dédié à l'accompagnement et à la formation des chercheurs d'emploi, doté de moyens suffisants pour lutter contre le chômage de longue durée, participer à la hausse du taux d'emploi des Bruxellois et aider à lutter contre les pénuries d'emploi ;*
- *de s'opposer à la création de jobs au rabais à destination des chômeurs de longue durée ;*

DECIDE de demander au Collège Bourgmestres et Echevins de transmettre cette motion :

1. *au formateur fédéral, au Président de la Chambre des Représentants et aux présidents des partis politiques représentés à la Chambre des Représentants ;*
2. *aux chefs de file des partis invités à former une majorité régionale bruxelloise et aux présidents des partis représentés au parlement bruxellois ;*

DEMANDE à la Présidente du C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre d'évaluer aussi précisément que possible le coût que générerait pour le C.P.A.S. la limitation des allocations de chômage après deux ans (RI, aides complémentaires, locaux, équipement, personnel...) et de le communiquer au Conseil communal et à la presse."

Le point est rejeté.

35 votants : 11 votes positifs, 24 votes négatifs.

Non : Benoît Cerexhe, Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Christophe De Beukelaer, Alexandre Pirson, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird, Marie Cruysmans, Hatiana Martine LUWANA, Yvan Verougstraete, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck, Emmanuel Fouarge, Géraldine de Chestret de Hanefte, Clémence Decrop.

GR - Motie voor het behoud van de tenlasteneming van alle werklozen door de federale sociale zekerheid en tegen de invoering van een beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen (Dhr. Jonathan de PATOUL en Dhr. François DE SMET, namens de Défi-fractie)

DE RAAD,

Gelet op het dossier "Motie voor het behoud van de tenlasteneming van alle werklozen door de federale sociale zekerheid en tegen de invoering van een beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen", dat op verzoek van Dhr. Jonathan de PATOUL en Dhr. François DE SMET, gemeenteraadsleden, namens van de fractie DéFi, op de agenda van de gemeenteraad geplaatst is en waarbij voorgesteld wordt volgende tekst aan te nemen :

HOORT de tussenkomsten van Dhr. Jonathan de PATOUL, Mevr. Florentine ROËLL en Mevr. Virginie VAN LIERDE, gemeenteraadsleden, en het antwoord daarop van

Dhr. Tanguy VERHEYEN en Dhr. Dominique HARMEL, schepenen ;
BESLUIT de volgende vermelding af te wijzen :

"Motie voor het behoud van de tenlasteneming van alle werklozen door de federale sociale zekerheid en tegen de invoering van een beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen"

De Raad,

Overwegende dat het federale socialezekerheidsstelsel de solidariteit met werknemers die onvrijwillig werkloos zijn geworden, organiseert, en dat hun vergoeding door de RVA wordt betaald, zonder beperking in de tijd, op voorwaarde dat de werkzoekende zijn beschikbaarheid op de arbeidsmarkt aantoot, zoals gecontroleerd door de gewestelijke diensten voor arbeidsbemiddeling ;

Overwegende dat de wet de gemeenten de opdracht geeft om via hun O.C.M.W.'s bij te dragen tot de toekenning van sociale bijstand (leefloon, equivalent leefloon, ...) om al hun inwoners het recht op een menswaardig leven te garanderen. Deze sociale bijstand is als residueel bedoeld, d.w.z. dat het niet de bedoeling is dat het de federale verzekeringsmechanismen van de sociale zekerheid vervangt. De rol van het O.C.M.W. is om deze mensen weer aan het werk te krijgen.

Overwegende dat de pers bericht heeft dat de persoon die door de Koning is aangesteld als formateur van een nieuwe federale regering, van plan is om het recht op een werkloosheidsuitkering te beperken tot twee jaar en zo besparingen te doen in de federale begroting van de werkloosheidsverzekering ;

Overwegende dat de uitsluiting van begunstigen van een werkloosheidsuitkering hen waarschijnlijk niet zal helpen en hun terugkeer naar de arbeidsmarkt niet zal bevorderen, zoals blijkt uit talrijke wetenschappelijke studies en openbare verslagen. Overwegende dat de gewestelijke diensten voor Tewerkstelling en Opleiding (Actiris, Bruxelles Formation en de VDAB) beter uitgerust zijn dan de gemeentelijke diensten en de O.C.M.W.'s om werkzoekenden te begeleiden, te activeren, op te leiden of te heroriënteren naar werk, rekening houdend met hun behoeften en kwalificaties.

Overwegende dat langdurig werkzoekenden degenen zijn die de meeste moeite hebben om zich opnieuw in te schakelen op de arbeidsmarkt.

Overwegende dat opleiding het prioritaire instrument is dat moet worden geactiveerd voor werkzoekenden. Door hun vaardigheden, knowhow en kwalificaties aan te passen aan de transitie die aan de gang zijn en aan de behoeften van de ondernemingen, zullen we de uitdaging van de vaardigheden en dus de werkgelegenheid in het Brussels Gewest kunnen aangaan.

Overwegende dat de invoering van een beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen de personen die zich al in een precaire situatie bevinden, nog kwetsbaarder zou maken en hen zou laten terugvallen op familiale solidariteit of het O.C.M.W..

Overwegende dat de doorverwijzing van deze mensen naar de O.C.M.W.'s niet alleen de sociale rechten van de betrokkenen zou ondermijnen, maar ook de nationale solidariteit met hen zou verbreken.

Overwegende dat deze breuk in de nationale solidariteit een zware extra last legt op de gemeenten en hun O.C.M.W.'s ; Overwegende dat de cijfers van Actiris bevestigen dat er in oktober 2024 1611 ingeschreven werkzoekenden waren in Sint-Pieters-Woluwe. 669 werkzoekenden zijn al meer dan twee jaar werkloos. Overwegende dat :

- *de O.C.M.W.'s een nuttige bijdrage kunnen leveren om mensen terug aan het werk te krijgen via maatregelen zoals artikel 60 en 61, in de mate van de financiële middelen die de subsidiërende overheden hen toekennen om dit soort maatregelen uit te werken ;*
- *de O.C.M.W.'s en gemeenten niet gebruikt mogen worden om langdurige werklozen tot jobs te dwingen die hen geen volledige toegang tot een salaris*

volgens de loonschalen en tot alle sociale rechten kunnen garanderen, wat deze werkzoekenden niet uit de onzekerheid zou halen ;

- *het doorverwijzen van langdurige werklozen naar de O.C.M.W.'s maatregelen zoals artikel 60 grotendeels zinloos zou maken, omdat het voor een aantal mensen een soort carrousel zou creëren tussen sociale bijstand en werkloosheidsuitkering ;*

Overwegende, ten slotte, dat andere voorstellen van de huidige federale formateur, waarvan in de pers melding werd gemaakt en die zouden leiden tot een afbouw van de federale solidariteit (i.v.m. het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen, de IGO, het migratiebeleid en het leefloon, ...) en een negatieve impact zouden hebben op de federale solidariteit en de sociale cohesie, en zouden de kosten van het omgaan met onzekerheid verhogen voor lokale overheden en hun O.C.M.W.'s, die niet over de middelen beschikken om deze fenomenen te beheersen.

BESLUIT :

- *te eisen dat volledige federale solidariteit wordt gehandhaafd met betrekking tot compensatie voor werkloosheidsrisico's ;*
- *zich te verzetten tegen de intrekking van de werkloosheidsuitkering na twee jaar actief zoeken naar werk en zich te verzetten tegen elke verzwakking van de solidariteit die op federaal niveau en binnen de sociale zekerheid wordt georganiseerd.*
- *zich te verzetten tegen elke regionalisering van de sociale zekerheid en elke verschuiving van de tenlasteneming van de begunstigden naar de lokale overheden ;*
- *te pleiten voor het behoud van een gewestelijke werkgelegenheidsdienst gewijd aan de begeleiding en opleiding van werkzoekenden, met voldoende middelen om langdurige werkloosheid tegen te gaan, de werkgelegenheidsgraad van de Brusselaars te helpen verhogen en het tekort aan banen te helpen bestrijden ;*
- *zich te verzetten tegen de creatie van slechte banen voor langdurige werklozen.*

BESLUIT het College van Burgemeester en Schepenen te verzoeken deze motie over te maken :

1. *aan de federale formateur, de voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de voorzitters van de politieke partijen vertegenwoordigd in de Kamer van Volksvertegenwoordigers ;*
2. *aan de leiders van de partijen die uitgenodigd zijn om een Brusselse gewestelijke meerderheid te vormen en de voorzitters van de partijen die in het Brussels parlement vertegenwoordigd zijn ;*

VERZOEKT de Voorzitster van het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe om een zo nauwkeurig mogelijke raming te maken van de kosten voor het O.C.M.W. van de beperking van de werkloosheidsuitkeringen na twee jaar (leefloon, aanvullende ondersteuningsmaatregelen, lokalen, uitrusting, personeel, enz.) en die mee te delen aan de Gemeenteraad en de pers."

Het punt wordt verworpen.

35 stemmers : 11 positieve stemmen, 24 negatieve stemmen.

Nee : Benoît Cereche, Tanguy Verheyen, Damien De Keyser, Philippe van Cranem, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne, Dominique Harmel, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Christophe De Beukelaer, Alexandre Pirson, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird, Marie Cruysmans, Hatiana Martine LUWANA, Yvan Verougstraete, Jean-Nicolas Laurent Josi, Virginie Van Lierde, Fabienne Puel van Raemdonck, Emmanuel Fouarge, Géraldine de

Interpellations - Interpellaties

16.12.2024/A/0028 **CC - Interpellation - "Nuisances liées au Club de l'Orée" (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Nuisances liées au Club de l'Orée"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le bourgmestre, Je souhaite vous interpeller hui concernant les nuisances occasionnées par le Club de l'Orée. J'avais déjà eu l'occasion de relayer une première fois cette année toute une série de revendications portés par les riverains de la Drève des Brûlés, pour la plupart liées à la tranquillité et à la sécurité de leur quartier. Je reviens vers vous aujourd'hui concernant un incident daté du mercredi 13 novembre dernier. Ce jour-là, vers 23h, alors que le Club House était fermé, un groupe de jeunes s'est installé sur le terrain privé de pétanque de l'Orée, a fait tourner une sono à plein régime tout en consommant ses propres boissons, ce qui a suscité u un immense vacarme à proximité des habitations. Quelques voisins sont sortis pour demander le retour au calme. Entre temps, la police a été avertie et dans l'attente de sa venue (3/4 heure plus tard), le ton est monté. En effet, alors qu'une voisine demandait aux jeunes de baisser d'un ton, l'un d'entre eux s'est contenté en guise de réponse d'ouvrir son pantalon et de lui adresser un geste obscène. Dans le même temps, plusieurs voisins ont fait valoir que le temps d'attente pour voir arriver les services de police était tout de même un peu long. Un des agents a alors répondu que cela pouvait durer trois quarts d'heure comme cela pouvait aussi durer deux heures. Comme celui-ci avait indiqué venir de l'Avenue de Wezembeek, les riverains se sont irrités de voir des emballages du Quick de Kraainem dans le véhicule de police. Relevons aussi le fait qu'aucun relevé d'identité n'a été effectué et qu'aucun procès-verbal n'a été dressé. Au final, une bagarre générale a pu être évitée de justesse, mais certaines personnes ayant vécu cet incident ont eu des répercussions sévères sur leur santé dans les jours qui ont suivi. Les habitants de la Drève des Brûlés se sentent littéralement méprisés, leur droit à la tranquillité est totalement bafoué et la police ne semble pas prendre réellement au sérieux sa mission de maintien de l'ordre public. Cet épisode n'est pas un fait isolé mais révèle au contraire une situation déjà dénoncée par le passé, à savoir qu'il semble bien y avoir à Woluwe Saint-Pierre deux catégories de citoyens : ceux qui fréquentent le Club et qui ont à peu près tous les droits, et ceux qui ont la mauvaise idée d'habiter dans le quartier : ceux-là voient leur place de stationnement systématiquement confisquée, doivent subir le tapage nocturne et les débordements en tous genre et surtout éviter de déranger la police pour si peu. Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

Monsieur le Bourgmestre, vous êtes le chef de la Police mais aussi l'Echevin des Sports (et du fair-Play à Woluwe Saint-Pierre)

Pouvez-vous organiser une rencontre entre les instances dirigeantes du Club et les habitants de la Drève des Brûlés pour faire garantir :

- le respect des horaires de fréquentation du Club (indication précise des horaires de fréquentation du club selon les disciplines aussi bien sur le site internet que

- sur le site propre),
- l'interdiction formelle d'apport de boissons ou de nourriture et de sonorisation depuis l'extérieur,
- la demande d'autorisation préalable (au minimum 10 jours ouvrables avant l'événement) auprès de l'Autorité compétente -le Bourgmestre- en vue d'organiser un événement
- Pouvez-vous également veiller en cas d'incident à ce que les services de police qui ne sont pas en mission urgente se rendent le plus rapidement possible sur les lieux pour faire respecter le droit à la tranquillité des habitants du quartier ?

Je vous remercie."

2. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre :

"Madame la Conseillère, je vous remercie pour votre intervention. Elle s'inscrit dans cet équilibre à trouver entre les activités dans des lieux d'activités sportives et de quartiers à caractères paisibles. Ce n'est pas la première fois que vous intervenez sur le sujet et je trouve cela pertinent. Mais je dois vous dire, ici, que vous « n'y êtes pas... ».

En effet, il ne s'agit pas d'un problème de l'Orée, puisque le club était fermé le jour des incidents évoqués ce soir-là. Je dis bien : fermé !

Il s'agissait en fait de jeunes qui se sont installés dans cet espace, et comme ceci aurait pu avoir lieu devant chez vous ou en bordure de forêt. Et ces jeunes en ont profité pour faire jouer une sono. Par conséquent, cela n'a rien à voir le club de l'Orée, ses équipes de tennis ou de hockey.

Et je dois vous le dire, je préfère être franc ce soir : j'ai été choqué par votre interpellation. J'ai été choqué car venir dire qu'il y aurait des citoyens à deux vitesses, ici à Woluwe-Saint-Pierre ; certains qui seraient joueurs de tennis ou de hockey - et cela n'était pas le cas... - et d'autres qui habiteraient votre quartier et qui seraient « méprisés », je peux vous certifier que cela n'existe pas dans notre Commune où tout le monde est traité sur un même pied d'égalité.

Etiez-vous sur les lieux ce soir-là ?

Je l'ignore, mais sachez que la critique sur la manière dont les forces de police se sont comportées – et sous-entendre qu'elles seraient intervenues tardivement en étant passé par le Quick de Kraainem avant... - : c'est profondément scandaleux ! Et irrespectueux pour le travail que nos policiers effectuent au quotidien. Ceux-ci ont d'ailleurs des délais d'intervention mis en exergue dans tout le pays. En général, c'est 5 minutes quand il s'agit de faits graves.

Alors il est vrai que lorsqu'il y a des interventions pour des querelles de voisinage, le temps d'intervention peut être plus long, étant entendu qu'il y a peut-être d'autres priorités, certainement durant la nuit, sur le territoire de Woluwe-Saint-Pierre. Vous le comprendrez aisément.

Je ne vous ferai pas le descriptif de l'intervention qui m'a été relatée par la police, mais je suis choqué par le contenu, tel que vous l'avez relayé. Car cela ne s'est pas déroulé exactement comme vous le décrivez. Il y a eu d'emblée une certaine dose d'agressivité, dès le départ donc, de certains riverains à l'égard des forces de police !

Oui ces jeunes étaient bien là. Oui, ces jeunes étaient alcoolisés. Et encore oui ces jeunes ont obtempéré lorsque la police est intervenue. Et cette dernière, dont vous souligniez « qu'elle n'avait fait » ; et bien elle a pris le soin de téléphoner à tous les parents qui sont revenus rechercher leurs enfants. Et très rapidement. Les parents se sont d'ailleurs excusés. C'est la raison pour laquelle et puisque les choses se sont finalement déroulées de manière cordiale, il n'a pas été dressé de PV.

Quant à l'Orée, que vous stigmatisez - alors qu'elle n'y est pour rien dans cette soirée du 13 novembre -, je peux vous dire que je vois régulièrement ses responsables et en

compagnie des riverains. Et pas plus tard qu'au mois d'octobre d'ailleurs.

Nous avons ainsi décidé de prendre toute une série de mesures, telles que l'installation d'une signalétique, l'installation par nos services communaux d'un miroir pour pallier aux problèmes d'accès et de circulation et d'un panneau pour indiquer le sens prioritaire dans l'avenue, l'achat par le club d'une souffleuse moins bruyante pour évacuer les feuilles et source de nuisances objectives pour les riverains ou encore la commande auprès de notre Service de Mobilité d'une étude concernant l'ensemble du quartier. J'ai demandé en outre à nos agents « constatateurs » d'être présents spécifiquement, le mercredi après-midi, où surgissent particulièrement les soucis de stationnement et de circulation dans le quartier.

Le Président de l'Orée a par ailleurs annoncé qu'à partir du mois de janvier 2025, correspondant à l'installation d'un nouveau gérant pour la « taverne », que des mesures très concrètes seraient prises et que les activités seraient mieux encadrées que par le passé.

Nous avons convenu de nous revoir tous ensemble et avec les riverains au mois de mars pour faire le point ; cette date car cette période correspond à la reprise de la saison de tennis et des activités et compétitions de hockey « outdoor ».

Il arrive, je vous l'accorde, que les intentions des directions de clubs sportifs ne suffisent pas et si c'est les cas, j'en ai d'ailleurs pris l'engagement, je n'hésiterai pas à prendre des mesures plus contraignantes. S'agissant de la problématique de la diffusion de la musique sur la terrasse de l'Orée – et je le répète pour la 3e fois, ce n'était pas le cas ici... - il arrive que cela déborde en effet lorsqu'on fait la fête à la fin d'une compétition, et bien je vous annonce qu'il n'y aura plus de diffusion après 22 heures. Nous avons l'engagement de la Direction de l'Orée de faire respecter ces mesures. C'est une excellente nouvelle. Et s'il n'y avait pas résultats, nous passerions alors à une phase plus coercitive.

Je terminerai en encourageant les riverains, plutôt que de former le 101 ou 111 d'appeler directement le dispatching local car on gagne énormément de temps en passant par la Zone Montgomery plutôt que le numéro central.

Je vous remercie pour votre écoute."

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Hatiana Martine LUWANA quitte la séance / verlaat de zitting.

16.12.2024/A/0029

CC - Interpellation - "Maille Good Move du Chant d'Oiseau : état des lieux de vos réflexions et perspectives" (Mme Cathy VAESSEN)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Maille Good Move du Chant d'Oiseau : état des lieux de vos réflexions et perspectives"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal ;

ENTEND :

1. les interventions de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, et M. Antoine BERTRAND, conseillers communaux ;
2. l'interpellation de Mme Cathy VAESSEN dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur l'Echevin,

Début février 2024, deux présentations du diagnostic de la maille "Good move" du Chant d'Oiseau ont été faites aux habitants d'Auderghem et de Woluwe-Saint-Pierre. Outre la présentation de nombreuses cartes et statistiques, les habitants présents ont eu l'occasion de poser leurs questions et d'exprimer leurs préoccupations.

À cette occasion, votre prédécesseur ainsi que Monsieur le bourgmestre avaient annoncé que rien ne serait décidé avant les élections communales d'octobre. En effet, les habitants du Chant d'Oiseau n'ont plus rien entendu à ce propos depuis lors.

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

Vu que deux mois se sont déjà écoulés depuis les élections communales, je souhaiterais donc vous poser les questions suivantes :

- Vos services ont-ils pu tirer profit des derniers mois pour avancer sur ce dossier ? Je pense ici tout particulièrement à la problématique du trafic de transit qui traverse le quartier du Nord vers le Sud et en partie dans des voiries étroites du vieux Chant d'Oiseau qui ne sont pas du tout adaptées pour accueillir un tel trafic.
- Pouvez-vous nous annoncer quelles seront les prochaines étapes dans ce dossier ainsi que leur timing ?

D'avance je vous en remercie".

3. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Georges DALLEMAGNE :

"Chère Mme Vaessen,

C'est un dossier important. Vous avez déjà interrogé mon prédécesseur le 25 juin dernier. Le nouveau collège reste attentif aux enjeux de mobilité, d'apaisement du quartier, et à la sécurité routière ainsi qu'au trafic de transit.

Je rappelle les réflexions datant de 2020, suivies d'un rapport en 2022 et d'une présentation d'un diagnostic en janvier et février 2024 sur les deux communes (Auderghem et Woluwe-Saint-Pierre). Ce projet reste une priorité pour le nouveau collège.

Pour répondre à vos questions : Récemment, nous avons entrepris, avec la commune d'Auderghem, le recrutement d'un gestionnaire dédié au projet « Quartier apaisé Chant d'Oiseau ». Ce recrutement est un peu plus lent que prévu, car deux candidats se sont présentés puis désistés. La commune d'Auderghem s'apprête à relancer un appel à candidatures. Nous espérons que cette personne jouera un rôle clé dans la coordination et la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre du Contrat Local de Mobilité.

Dans les prochaines semaines, une réunion sera organisée avec la Région et les bureaux d'études pour cadrer l'élaboration de différents scénarios. Cette étape cruciale permettra de développer des solutions concrètes et réalisables, tenant compte des retours des citoyens et des contraintes spécifiques des deux communes. Par la suite, les scénarios ainsi élaborés seront présentés aux habitants afin de garantir leur adhésion, conformément à notre engagement de transparence et de collaboration.

La question du trafic de transit sera traitée par l'agent que nous cherchons à engager. Je dois vous avouer que je n'ai pas trouvé beaucoup de chiffres dans les études. Je n'ai pas vu les causes ni le volume de ce transit, et je demanderai ces chiffres. Il est important de continuer à documenter ces points-là.

Nous serons attentifs à bien répondre à la question centrale, c'est-à-dire l'apaisement du quartier. J'ai été informé qu'actuellement 86 % des citoyens se montrent satisfaits, ou très satisfaits, et mon défi sera d'augmenter ce score. Nous ne mènerons pas un exercice qui se ferait au détriment des citoyens.

Nous restons à votre disposition pour toute question ou clarification supplémentaire. Nous vous tiendrons informée des prochaines évolutions dans ce dossier".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING